MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

ANNEXE

AU DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2019-2021

Septembre 2018

ANNEXES

ANNEXE 1 : Orientations de politique de l'Etat et priorités sectorielles pour 2019..... 3

ANNEXE 2 : Cahier statistique : Scénario de reférence..... 30

ANNEXE 3 : Liste des sociétés et offices d'Etat..... 41

ANNEXE 4 : Description de l'Agenda Spatial du Bénin..... 47

ANNEXE 1

Objectifs et priorités pour 2019

Cette annexe liste les orientations et prorités sectorielles pour 2019

1 - Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

Les orientations de la politique de l'Etat pour 2019 dans le secteur de l'agriculture s'articulent autour de :

1) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité ;

2) la facilitation de l'accès aux intrants, aux marchés régionaux et internationaux et au financement;

3) le renforcement de la résilience des exploitations et entreprises agricoles.

De ces orientations politiques, les priorités retenues pour l'année 2019 se présentent comme suit :

a) le développement des filières à haute valeur ajoutée et des filières conventionnelles (ananas, anacarde, produits maraîchers, lait, viande, œufs de table, poisson, maïs, manioc) ;

b) la disponibilité et l'accessibilité des semences et intrants de qualité ;

c) l'appui aux investissements structurants (aménagement hydroagricole, mécanisation et pistes rurales) ;

d) le renforcement du cadre institutionnel de développement du secteur agricole (ATDA et DDAEP, FNDA, ABSSA, Centre des Services Agricoles).

2- Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)

Dans le secteur de la justice, les orientations politiques globales trouvent leur ancrage dans le Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021 et le Programme National du Développement du Secteur de la Justice (PNDSJ). Elles s'articulent autour des axes suivants :

1) le renforcement de l'indépendance et de l'intégrité des acteurs de la justice et la modernisation du cadre législatif ;

2) l'amélioration de l'accès à la justice et du respect des droits de l'Homme, de l'adolescent et de l'enfant ;

3) la modernisation des services judiciaires ;

4) la modernisation du système pénitentiaire.

De ces axes stratégiques, il se dégage les priorités suivantes pour 2019 :

a) la poursuite des réformes politiques et institutionnelles à travers :

-la réforme du système partisan ;

-la mise en œuvre de l'aide juridictionnelle et de l'adoption de la loi y afférente ;

-le rattachement fonctionnel de la police judiciaire au pouvoir judiciaire ;

-la création de la Cour des Comptes ;

-la réforme des institutions de justice (Cour Suprême, Haute Cour de Justice, Cour Constitutionnelle, Conseil Supérieur de la Magistrature) ;

-le renforcement de la relation entre les institutions.

b) la mise en œuvre de la carte judiciaire à travers :

-la mise en place des quatorze (14) autres Tribunaux de Première Instance (TPI) restants ;

-la poursuite de la mise en place des tribunaux de commerce ;

-le fonctionnement des chambres administratives.

c) la mise en place de la nouvelle carte pénitentiaire à travers :

-la poursuite de la mise aux normes des prisons civiles ;

-l'opérationnalisation de l'Agence pénitentiaire ;

-la poursuite de la construction de nouvelles prisons civiles ;

-la création d'un corps spécialisé du personnel pénitentiaire.

Trois orientations sont transversales et doivent être prises en compte à tous les niveaux. Il s'agit de :

d) l'amélioration de l'accès à la justice, des droits de l'homme, de la femme, de l'adolescent et de l'enfant

-la mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU) ;

-la protection des mineurs (poursuite de la mise en place des Tribunaux Amis des Enfants, construction et fonctionnement des Centres de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence) ;

-le renforcement de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CDBH) et de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) ;

-la mise en place des services d'information juridiques dans les TPI ;

-la mise en ligne des services offerts dans les juridictions.

e) la modernisation du cadre législatif, normatif et institutionnel à travers :

-la finalisation du guide légistique ;

-la prise de décret sur l'évaluation de l'impact des lois ;

-le renforcement de la base de données numérisée sur les textes législatifs et réglementaires ;

-le renforcement de la Commission Nationale de Législation et de Codification (CNLC).

f) le renforcement de l'administration judiciaire à travers :

-la mise en œuvre du plan stratégique du Système National d'Intégrité (SNI) et de son plan d'actions ;

-la construction de la cité judiciaire ;

-la poursuite du recrutement des auditeurs de justice et autres cadres ;

-la création du centre de formation du personnel de l'administration judiciaire et pénitentiaire ;

-l'informatisation des juridictions ;

3- Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (MENC)

Le Gouvernement du Bénin a défini dans son Programme d'Actions 2016-2021, la vision suivante pour le secteur de l'économie numérique : " Faire du Bénin la Plateforme des Services Numériques de l'Afrique de l'Ouest pour l'accélération de la croissance et l'inclusion sociale". Pour faire de cette vision une réalité, le MENC a défini une orientation globale qui est de : **"Promouvir le développement des services numériques dans tous les secteurs d'activité en vue d'en faire un levier de croissance et d'inclusion sociale"**. Cette orientation est déclinée en objectifs spécifiques avec des priorités par année. Pour 2019, les priorités par objectif spécifique se présentent ainsi qu'il suit :

Objectif spécifique 1 : achever la couverture de l'ensemble du territoire national en internet haut et très haut débit et l'interconnexion de l'administration à travers :

a) l'achèvement de la mise en œuvre du Projet de Développement des Infrastructures de Télécommunications et de TIC (phase 2) ;

b) l'achèvement de la mise en œuvre du Projet de Sécurisation en Fibre Optique de la Boucle Ouest du Bénin ;

c) l'achèvement de la construction du réseau métropolitain de l'administration ;

d) l'installation des points d'accès public à internet haut débit dans le cadre de la mise en œuvre du service universel des communications électroniques et de la poste.

Objectif spécifique 2 : développer de façon intensive les e-services au profit des usagers de l'Administration et des secteurs socio-économiques de base (commerce, éducation, agriculture, santé, poste etc.) à travers **:**

a) la poursuite des réformes du secteur ;

b) la réalisation de l'interconnexion des centres de recherche et des universités ;

c) la connexion à l'internet haut débit pour les établissements scolaires ;

d) la poursuite de la mise en œuvre du projet SMART GOUV (Administration intelligente) ;

e) la poursuite de la mise en œuvre du projet Généralisation de l'usage du e-commerce ;

f) la poursuite de la modernisation de LPB SA en vue de la positionner comme un acteur majeur de l'économie numérique ;

g) le renforcement des capacités du personnel du Ministère dans le domaine de l'économie numérique en vue d'assurer l'efficacité de l'encadrement et de la veille stratégique du secteur.

Objectif spécifique 3 : renforcer la sécurité des systèmes d'information et des services numériques à travers **:**

a) la mise en place des infrastructures à clé publique (PKI) ;

b) la mise en place du Data Center national ;

c) la mise en œuvre du schéma directeur national du système d'information.

Objectif spécifique 4 : assurer la modernisation de la radiodiffusion par le numérique à travers **:**

a) la couverture intégrale du territoire national en télévision numérique ;

b) le renforcement de la communication sur les TNT ;

c) la dynamisation de la structure du secteur de l'audiovisuel et de la presse.

Objectif spécifique 5 : assurer la vulgarisation et la mise en œuvre du code du numérique à travers **:**

a) la mise en œuvre de la stratégie de vulgarisation du code du numérique ;

b) la mise en place du cadre réglémentaire et institutionnel du code du numérique ;

c) le renforcement des capacités des acteurs du secteur.

Objectif spécifique 6 : promouvoir le développement de contenus numériques à travers **:**

a) le développement et l'archivage de contenus numériques ;

b) l'accompagnement des starts ups.

4- Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)

Contribuant à l'atteinte des objectifs de l'axe 7 du pilier 3 à savoir, **« améliorer les conditions de vie des populations »** du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2016-2021, les orientations de la politique de l'Etat du MDGL s'articulent autour des points suivants :

1) renforcer les capacités du processus de la décentralisation et de la déconcentration (action 26 du PAG) ;

2) réaliser les projets phares dans les villes à statut particulier à travers les contrats Etat-commune (action 25 du PAG) ;

3) promouvoir l'économie locale ;

4) renforcer les ressources financières des collectivités territoriales pour une offre de services sociaux de base de qualité aux populations ;

5) renforcer la gouvernance démocratique à l'échelle locale (recevabilité, transparence et participation citoyenne) ;

6) renforcer les acquis du développement local et régional ;

7) sécuriser et fiabiliser la sécurité foncière.

Au total, 31 priorités sont définies pour 2019 pour l'atteinte de ces objectifs, et se présentent comme suit :

a) la transformation du FADeC en fonds autonome ;

b) la mise en œuvre du Plan de Décentralisation et de Déconcentration (P2D) du Ministère ;

c) le renforcement du dispositif de suivi-évaluation de la Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration (PONADEC) ;

d) la généralisation des instruments techniques de mise en œuvre de la PONADEC que sont les plans de Décentralisation et de Déconcentration (P2D) et les Programmes Départementaux de Développement Intersectoriel (PDDI) ;

e) l'appui technique aux ministères sectoriels pour l'élaboration des Plan de Décentralisation et de Déconcentration ;

f) l'élaboration d'une méthodologie harmonisée d'élaboration et d'évaluation des Programmes Annuels d'Assistance Conseils (PAAC) et la dynamisation des Comités Départementaux de suivi des PAAC ;

g) le suivi et l'achèvement de la construction et de l'équipement des infrastructures dans les douze (12) départements ;

h) la poursuite de la construction et de l'équipement du Centre de Formation pour l'Administration Locale (CeFAL) ;

i) la poursuite de la délimitation et de la matérialisation des unités administratives du Bénin ;

j) l'appui aux communes pour la mise en œuvre des sous-projets dans le domaine de l'éducation, des services marchands et de la santé ;

k) l'appui aux communautés pour la réalisation des sous-projets communautaires selon la démarche DCC ;

l) la mise en œuvre du programme de Filets sociaux au profit des ménages extrêmement pauvres ;

m) la réalisation et la mise à jour de réseaux informatiques du ministère et des préfectures ;

n) la mise en place du système informatique du MDGL ;

o) la réalisation de l'interconnexion entre les différentes structures du Ministère et des préfectures ;

p) le réaménagement de la salle serveur suivant les normes standard ;

q) l'actualisation, l'édition et la vulgarisation du guide des usagers du MDGL ;

r) la numérisation des actes administratifs (acquisition d'un logiciel d'archivage électronique + accessoires) ;

s) la construction et l'équipement du bâtiment des archives du Ministère ;

t) l'élaboration des outils de gestion des archives et la vulgarisation du guide de gestion des archives des Préfectures et des Communes ;

u) l'organisation du passif archivistique du ministère ;

v) le renforcement des capacités des ressources humaines des communes et de l'administration préfectorale, surtout des Chargés de Mission des Préfets pour l'exercice de leur mission ;

w) le renforcement des crédits délégués ;

x) la poursuite du renouvellement des équipements radioélectriques de communication entre le ministère, les préfectures et les 77 mairies ;

y) l'équipement des préfectures en système de transmission de données ;

z) la formation des agents de transmission recrutés en 2018 à l'exploitation et à la maintenance des équipements radios ;

aa) la mise en œuvre des reformes liées à l'application d'un nouveau code des collectivités territoriales en République du Bénin ;

ab) la mise en œuvre des reformes relatives aux finances des collectivités territoriales en République du Bénin ;

ac) la relecture des textes de la décentralisation ;

ad) le renforcement des audits FADeC et des ressources propres des communes ;

ae) le renforcement des ressources du FADeC.

5- Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)

Les orientations de la politique générale de l'Etat au niveau des secteurs "Tourisme" et "Culture", trouvent leur ancrage dans le PAG 2016-2021 en son axe stratégique relatif à l'amélioration de la croissance économique. Cet axe découle du pilier n°2 qui s'intitule comme suit : **"Engager la transformation structurelle de l'Economie"**. Ces orientations par secteur ainsi que les priorités qui en découlent pour 2019 se présentent ainsi qu'il suit :

Tourisme

Les orientations de la politique de l'Etat dans le secteur du tourisme sont les suivantes :

1) le renforcement des capacités des acteurs touristiques et l'amélioration de la qualité des services ;

2) le renforcement et la modernisation des infrastructures touristiques suivant les standards internationaux.

Les priorités du secteur pour 2019 sont :

a) la réinvention de la cité lacustre de Ganvié ;

b) la construction d'un musée thématique des rois d'Abomey et d'un musée international des arts et civilisation vodoun à Porto-Novo ;

c) la restauration à l'identique de la cité historique de Ouidah et du parcours de la route de l'esclave ;

d) la réhabilitation du site de la Gaani à Nikki ;

e) la restauration des parcs de la Pendjari/W pour en faire une référence en Afrique de l'Ouest ;

f) l'aménagement des stations balnéaires.

Culture

Dans le secteur de la culture, trois orientations sont définies :

1) le renforcement des capacités des acteurs culturels et l'amélioration de la qualité des œuvres ;

2) la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel ;

3) le renforcement et la modernisation des infrastructures culturelles suivant les standards internationaux.

Pour encadrer ces orientions, des priorités sont retenues à savoir :

a) la promotion des talents et le renforcement des capacités dans le sous-secteur de la culture en milieu scolaire et dans les communes ;

b) le soutien à la production et à la promotion (Bon de studio) ;

c) la bonification des charges financières des crédits au profit des promoteurs d'entreprise et d'industrie culturelles ;

d) la défiscalisation des investissements et salaires culturels ;

e) l'appui à la numérisation de la bibliothèque nationale ;

f) la construction des complexes culturels et sportifs ;

g) la construction du théâtre national ;

h) la construction de la maison de l'artiste ;

i) la construction du centre culturel de rencontre international d'Abomey ;

j) la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et du patrimoine naturel à caractère naturel ;

k) l'organisation des festivals culturels ;

l) la construction d'un zénith de sept mille (7000) places ;

m) l'organisation de gala des talents culturels.

Sports

Les orientations de la politique générale de l'Etat au niveau du secteur des "Sports" trouvent leur ancrage dans le PAG 2016-2021 en son axe stratégique relatif au renforcement des services sociaux de base et de la protection sociale. Cet axe découle du pilier n°2 qui s'intitule comme suit : "**Amélioration des conditions de vie des populations**".

Ces orientations sont les suivantes :

1) la promotion et le développement des activités sportives ;

2) le développement des infrastructures sportives adéquates.

Les priorités retenues pour 2019 se déclinent ainsi qu'il suit :

a) la poursuite de l'expérience des classes sportives en football, basketball, handball, athlétisme et arts martiaux en milieu scolaire sur toute l'étendue du territoire national ;

b) la poursuite de l'expérience des associations sportives, universitaire et communales et l'organisation des championnats ;

c) l'appui à la préparation et à la participation aux compétitions sportives statutaires régionales et internationales ;

d) la construction/réhabilitation des stades communaux et départementaux ;

e) la création des Académies Sportives Départementales ;

f) la création d'une Chaîne de sport ADO TV ;

g) l'organisation de gala des champions ;

h) l'octroi de bourses sportives.

6- Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)

Deux orientations de la politique de l'Etat sont définies. Il s'agit de :

1) l'amélioration du système d'utilisation des compétences et des conditions de travail ;

2) la dynamisation et la modernisation de l'Administration publique.

Les priorités dans ce secteur découlent du PAG, de la politique nationale du travail, de la politique nationale de sécurité et de santé au travail, de la politique de protection sociale, de la stratégie globale des réformes de la fonction publique et du plan stratégique de la réforme administrative et institutionnelle.

Les priorités pour 2019 en lien avec l'amélioration du système d'utilisation des compétences et des conditions de travail sont :

a) la promotion du travail décent dans les entreprises ;

b) la promotion de la sécurité et de la santé au travail au Bénin ;

c) l'opérationnalisation du système d'information sur le marché de travail ;

d) l'éradication de la traite et du travail des enfants ;

e) l'appui à la promotion du dialogue social au niveau national ;

f) le renforcement des régimes contributifs existants (CNSS, CMPS) ;

g) la mise en œuvre du dispositif de protection sociale des travailleurs des secteurs privés formel et informel ;

h) la construction des DDTFP Mono et Ouémé ;

i) la promotion de la lutte contre les IST/VIH/SIDA et les autres maladies en milieu de travail ;

j) le développement d'un système efficace d'habilitation des opérateurs de formation intervenant dans la formation des agents de l'Etat ;

k) la promotion de l'employabilité dans la fonction publique ;

l) l'institutionnalisation de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) en rapport avec l'organisation des concours professionnels ;

m) l'adaptation des programmes de formation aux besoins du marché.

Les priorités pour 2019 en lien avec la dynamisation et la modernisation de l'administration publique sont les suivantes :

a) la simplification des processus de gestion de carrière suivant les principes d'une gestion axée sur les résultats ;

b) l'informatisation de la gestion des ressources humaines ;

c) l'élaboration de la politique nationale de recrutements des Agents de l'Etat et des plans de recrutement ;

d) la réforme de l'organisation des concours et tests d'entrée dans la fonction publique ;

e) la gestion prévisionnelle des départs à la retraite des agents de l'Etat ;

f) la modernisation du cadre législatif, réglementaire et de l'environnement institutionnel de la formation professionnelle continue des agents de l'Etat ;

g) le développement de la culture de la transparence et de l'obligation de comptes rendus ;

h) l'adoption et la vulgarisation des décrets d'application de la nouvelle loi régissant la Fonction Publique ;

i) l'acquisition des équipements dans le cadre de la dématérialisation de la gestion des actes de carrière ;

j) l'élaboration d'une stratégie de dissémination des textes réglementaires de la Fonction Publique ;

k) la numérisation des dossiers individuels des agents de l'Etat ;

l) le transfert de certaines missions au niveau déconcentré/décentralisé ;

m) la restructuration du système de rénumération ;

n) la mise en place d'un système d'évaluation des agents de l'Etat ;

o) l'assistance aux ministères dans le cadre de la gestion des ressources humaines (plans de recrutements, cadres organiques, gestion prévisionnelle) ;

p) le renforcement des capacités des DDTFP dans le cadre de l'assistance conseil aux collectivités locales ;

q) la construction d'un bâtiment moderne pour la gestion des archives du personnel de l'Etat ;

r) la mise en œuvre du plan de relance du CPPE ;

s) la réorganisation des structures administratives conformément aux nouvelles exigences du développement ;

t) l'opérationnalisation des résultats de l'étude sur la clarification des missions de l'Etat ;

u) la mise en œuvre du document de cadrage issu du débat national sur le type, rôle, taille et système de rémunération ;

v) l'opérationnalisation du cadre intégré de gestion des réformes ;

w) la mise en place d'un référentiel national de qualité dans les services publics intégrant les normes ;

x) la promotion de la culture du service public et du résultat chez les responsables et décideurs ;

y) la promotion de la participation des secteurs privés et des OSC au processus de décision et de reddition de comptes.

7- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (MAEC)

Les orientations de la politique de l'Etat découlent des documents de politique et de stratégie au nombre desquels on peut citer : (i) les études Nationales de Perspectives à long terme (Alafia 2025, orientation stratégique n°4 "*Renforcement d'une diplomatie active de proximité et de coopération internationale*" , (ii) le Programme de Croissance pour le Développement Durable (PC2D) 2018-2021, (iii) le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021 en son axe stratégique N°2 « Amélioration de la gouvernance » qui envisage de "*faire de la diplomatie béninoise, un véritable instrument de rayonnement et de mobilisation des ressources au service du développement*"

Les priorités pour 2019 dans le secteur de la diplomatie suivant les axes stratégiques sont :

1) l'amélioration de la gouvernance administrative du MAEC qui passera par **:**

a) la poursuite de la rationnalisation de l'architecture institutionnelle du MAEC ;

b) la prise des arrêtés portant AOF des structures du Ministères ;

c) la nomination de nouveaux directeurs et directeurs adjoints ;

d) l'affectation des ressources humaines adéquates aux nouveaux services et nomination des chefs de services et de divisions ;

e) la mise en œuvre, après adoption par le Conseil des Ministres, de la stratégie de rénovation, acquisition et construction des bâtiments au profit des chancelliers et résidences des Chefs de Missions diplomatiques et consulaires du Bénin ;

f) la poursuite de la modernisation de l'outil diplomatique et réforme du système d'information du Ministère à travaers (i) l'augmentation de la bande passante de la connexion internet ; (ii) l'intégration des Voix, Données et Images (VDI) ; (iii) la mise en place d'une plateforme de Gestion Electronique des Documents (GDE) pour l'hébergement des instruments juridiques et l'informatisation des archives diplomatiques ; (iv) l'interconnexion des postes diplomatiques et consulaires avec le Département et l'interconnexion des directions entre elles ainsi qu'avec la guérite d'acceuil du Ministère ;

g) l'opérationnalisation de l'institut des Relations Internationales et des Etudes Stratgiques (IRIES) ;

h) le renforcement de la formation du personnel et la spécialisation des diplomates à travers (i) la mise en œuvre du plan de formation ; (ii) la spécialisation du personnel dans les nouvelles thématique de la politique internationale ; (iii) le renforcement à la maitrise de la langue anglaise ;

i) le recrutement de personnel additionnel, en concertation avec les ministères en charge de la fonction publique et des finances.

2) la poursuite des actions dans le cadre de la diplomatie économique à travers :

a) la poursuite de la création des bureaux commerciaux dans les villes à fortes potentialités économiques ;

b)la poursuite des actions en faveur de la recherche de nouveaux partenaires, de nouvelles sources de financement ;

c) la poursuite des actions en faveur de la promotion du secteur privé grâce à des partenariats gagnant-gagnant ;

d) l'effectivité de l'ouverture de nouveaux postes consulaires avec la dotation budgétaire et la nomination des nouveaux Consuls Généraux ;

f) l'évaluation des résultats des Chefs de mission par rapport à leur lettre de mission ;

g) l'effectivité de l'ouverture ou de la réouverture de nouveaux postes diplomatiques ;

h) la mise à disposition des postes diplomatiques et consulaires des moyens subséquents leur permettant la mise en œuvre effective des PTA découlant de leurs lettres de missions respectives.

3) la meilleure coordination des actions de coopération bilatérale et multilatérale à travers,

a) une meilleure représentation du Bénin dans les fora et sommets internationaux ;

b) une mise à disposition de ressources nécessaires permettant de marquer la présence du Bénin aux rencontres internationales, afin de pouvoir mobiliser ou négocier les ressources pour le pays et nouer les contacts.

4) la mise en œuvre d'une stratégie pour un meilleur placement des cadres dans les Organisations Internationales à travers,

a) la finalisation et adoption du document de politique de placement des cadres ;

b) le renforcement des actions de lobbying pour le placement des cadres dans les Organisations Internationales (OI) ;

c) la vulgariation des avis de vacances des postes dans les Organisations Internationales (OI) ;

d) la mise en place d'une base de données dynamique de compétences nationales et de la diaspora.

5) le renforcement de l'intégration régionale et du rayonnement diplomatique du Bénin, qui portent sur :

a) les visites d'amitié et de travail du Chef de l'Etat dans les pays étrangers ;

b) les visites de travail du Ministre des Affaires Etrangères auprès des pays partenaires ;

c) les visites au Bénin de Chefs d'Etat des pays de la sosu-région et des pays amis et partenaires ;

d) l'organisation de rencontres internationales et régionales ;

e) les tenues des grandes commissions mixtes de coopération et de réunions sectorielles ;

f) le renforcement de la participation des troupes béninoises dans les opérations de maintien de la paix.

6) la contribution à la promotion de la culture et du tourisme béninois à l'extérieur à travers :

a) la contribution au renforcement des mesures en faveur de la promotion de la destination Bénin ;

b) la mise en œuvre du système de visa électronique (e-visa) ;

c) l'organisation de jorunées cultruelles du Bénin à l'extérieur ;

d) la poursuite de la mise en œuvre du projet de promotion de la culture et du tourisme béninois à l'extérieur ;

e) la contribution à l'organisation de tournées du ballet national dans les pays amis ;

f) l'évaluation à fin 2019 des incidences liées à la gratuité du visa.

7) le renforcement de la participation de la diaspora béninoise au développement à travers notamment, l'adoption par le gouvernement des mesures administratives et fiscales incitatives afin d'encourager les investissements de la diapora béninoise dans le pays.

8- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)

Les orientations de la politique de l'Etat dans le secteur des petites et moyennes entreprises et de la promotion de l'emploi se réfèrent **au pilier 2 : "Engager la transformation structurelle de l'économie" (axes stratégique 3 et 4) et au pilier 3 : "Améliorer les conditions de vie des populations" (axe stratégique 6) du PAG**. L'objectif global du MPMEPE est de promouvoir l'emploi par le développement des Petites et Moyennes Entreprises locales en vue de l'amélioration de la croissance économique du Bénin et de la réduction de la pauvreté.

Pour atteindre cet objectif, les priorités définies pour 2019 sont :

1) la professionnalisation du secteur de l'artisanat qui passe par **:**

a) le recensement des acteurs du secteur de l'artisanat ;

b) la promotion du dialogue PP (fonctionnement, renforcement des capacités de l'UCIMB et ses démembrements) ;

c) l'appui au financement du secteur de l'artisanat (promotion des produits, ligne de crédit au profit des artisans) ;

d) le renforcement des capacités techniques et infrastructurelles du secteur de l'artisanat ;

e) la mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Emploi Salarié, du Partenariat Décentralisé pour l'Emploi et du Renforcement des capacités des demandeurs d'Emploi ;

f) la mise en œuvre du Programme de Gestion des Migrations Professionnelles (PGMP) ;

g) le financement des entreprises portées par les jeunes et des Micro Petites Entreprises et Industries (MPEI).

2) le renforcement de la compétitivité des MPME : ce dernier passe par trois actions notamment,

a) le Programme de Renforcement de la Compétitivité et de Mise à Niveau des MPME ;

b) l'installation de 06 incubateurs pour accompagner les start-ups ;

c) la mise en œuvre du programme ADF.

3) la réalisation d'une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi à travers **:**

a) la mise en place d'un guichet unique de promotion de l'emploi ;

b) l'amélioration de l'orientation professionnelle de l'employabilité et de la réactivité des jeunes sur le marché du travail ;

c) la promotion de l'auto- emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes ;

d) la mise en œuvre du nouveau programme de volontariat des jeunes.

9- Ministère des Affaires Sociales et de la Micro Finance (MASMF)

Les orientations et priorités de la politique de l'Etat dans le secteur des Affaires Sociales et de la Microfinance pour l'année 2019 sont :

1) la construction, la réhabilitation et l'équipement des Centres de Promotion Sociale et des DDASMF ;

2) la promotion des mécanismes durables de protection sociale des plus vulnérables ;

3) le renforcement des services d'actions sociales ;

4) le renforcement des leviers familiaux ;

5) l'amélioration du statut juridique et social de la femme ;

6) le renforcement de la participation et de l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels, économiques et politiques ;

7) l'autonomisation économique de la femme ;

8) la professionnalisation des Systèmes de Financement Décentralisés (SFD) ;

9) la promotion des innovations financières des SFD ;

10) le renforcement des capacités financières des SFD.

10- Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)

de services logistiques et d'exportation, en le dotant entre autres d'un système intégré d'infrastructures et de services de transport performants. Ainsi, à travers le PAG 2019-2021, l'objectif global du secteur est de **"gérer et développer les infrastructures et services de transport pour soutenir la croissance économique et le bien-être social"**. De cet objectif global, découlent quatre (04) objectifs spécifiques que sont :

Objectif Stratégique 1 : Consolider les bases des infrastructures de transports;

Objectif Stratégique 2 : Développer des infrastructures de transports pour soutenir la croissance;

Objectif Stratégique 3 : gérer et développer des services de transports pour soutenir la croissance ;

Objectif Stratégique 4 : contribuer à l'accroissement de la compétitivité du système de transport béninois

Pour atteindre ces objectifs le Gouvernement a retenu pour le secteur, un ensemble de projets d'infrastructures dans son Programme d'Actions. Les projets prioritaires pour 2019 concernent aussi bien les nouveaux travaux qui démarrent en 2019 que ceux qui s'y poursuivront. ils se présentent comme suit :

a) la Construction de l'aéroport international de GLO DJIGBE et de la voie expresse GLO DJIGBE-TOGBIN avec la construction d'un ouvrage de franchissement de la RNIE 1 et d'un ouvrage de raccordement de la route des pêches ;

b) l'appui au Fonds Routier pour l'entretien du réseau routier ;

c) la réalisation des travaux préparatoires à l'élaboration du programme d'entretien routier et à la sauvegarde du patrimoine routier ;

d) la mise en œuvre du Programme d'urgence de réfection de routes et pistes dans le cadre des campagnes de commercialisation du coton ;

e) l'aménagement et le bitumage des contre-allées sur le tronçon Godomey-Pahou-Ouidah (35,25 km) ;

f) la réhabilitation et le renforcement de la RNIE 2 - Tronçon : Parakou-Béroubouay (142 Km) ;

g) l'aménagement et le bitumage de la route – Boukoumbé – Natitingou (40 km) ;

h) le dédoublement de la RNIE2 : Tronçon Akassato-Allada-Bohicon PK14+200 au PK 39+600 (25,40 Km) ;

i) l'aménagement et le bitumage de la route Kota-Kouandé-Péhunco (81,08 Km) ;

j) l'aménagement et bitumage de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué (36,11 Km) ;

k) l'aménagement et le bitumage de la route Lalo-Agbangnizoun (20,12 Km) ;

l) l'aménagement et le bitumage de la route N'DALI CHICANDOU : Bretelle Biro-Pèrèrè (13,8Km), bretelle N'dalli (1,2Km) et travaux divers ;

m) l'aménagement et le bitumage de la route DJREGBE-DJA-OWODE (10km) ;

n) l'aménagement et le bitumage de la route des pêches: Phase 1: Tronçon Cotonou Adounko (12,547 Km) ;

o)l'aménagement et le bitumage de la traversée urbaine de PARAKOU et CONTOURNEMENT (16,8Km) ;

p) l'aménagement et le bitumage des routes FRONTIERE-TCHETTI-SAVALOU (42 km) et LOGOZOHE-GLAZOUE (17,54 km) ;

q) l'aménagement et bitumage de la RNIE7 : KANDI SEGBANA FR NIGERIA (121 Km) ;

r) la réhabilitation de la route Akassato-Bohicon ;

s) la réhabilitation de la route COME LOKOSSA DOGBO (63,40 km) et de la bretelle Zounhouè-Athiémé-Frontière Togo ;

t) la contruction de la voie de contournement de la ville de Natitingou: Phase d'ouverture de tracé et aménagement en terre (11,4 Km) ;

u) la réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du Transport routiers sur le Corridors Abidjan-Lagos (Phase 1): Pahou-Ouidah-Hilacondji (77,5 Km) ;

v) la reconstruction de la route PARAKOU-DJOUGOU ;

w) l'aménagement et le bitumage de la route : BETEROU-TCHAOUROU (55 km) ;

x) l'aménagement et le bitumage des routes DOGBO-TOVIKLIN-KLOUEKANME (22 KM), DOGBO-LALO-KLOUEKANME (29 KM) ET KLOUEKANME-ADJAHONME (8,8 KM) ;

y) l'aménagement et bitumage des routes TANGBO – ZE (17 KM) ET OUEGBO – TOFFO (12,25 KM) ;

z) l'aménagement et le bitumage des routes MISSESSINTO-ZINVIE-SEDJEDENOU-ZE (32 KM) ; RNIE 1 (COCOCODJI)-HEVIE-OUEDO (9,00 KM) ET OUEDO-CALAVI KPOTA (12 KM) ;

aa) l'aménagement et le bitumage des routes TCHAOUROU-FRONTIERE DU NIGERIA (10 KM) et la construction d'un pont sur le fleuve OKPARA ;

ab) l'aménagement et le bitumage des routes KORONTIERE-BOUKOUMBE-NATITINGOU (40 km) ;

ac) la construction du pont de TOVEGBAME sur l'axe AKPROMISSERETE KPEDEKPO ;

ad) le Projet de réalisation des travaux de franchissement du Bas-Fonds de Womey ;

ae) la construction de 24 ouvrages spécifiques sur le réseau de Pistes Rurales

af) le Programme d'urgence de désenclavement dans les localités du BENIN: Construction de 15 ponts métalliques ;

ag) la réalosation des étude technico économique de construction d'un pont sur le fleuve MONO (ATHIEME, AGOMEY, GLOZOUN) ;

ae) la construction d'un pont sur le fleuve AFFON au PK 37 sur l'axe DJOUGOU PEHUNCO ;

af) le Programme de facilitation de transport sur les corridors BENIN-NIGER, ABIDJAN-LAGOS (Poste de Contrôle Juxtaposé d'Hillacondji et de Sèmè-Kraké) ;

ag) l'extention du Poste de Péage/Pésage de HOUEGBO sur la RNIE 2 ;

ah) le développement des infrastructures de transports fluvio-lagunaires ;

ai) le développement des infrastructures et logistiques portuaires ;

aj) l'aménagement et le bitumage de la rocade de PORTO-NOVO -SECTION 1 : HOTEL BEAURIVAGE-DEBUT CINQUANTENAIRE EN 2X2 VOIES prenant en compte le pont sur ZOUNVI la rue des manguiers menant à l'ASSEMBLEE NATIONALE (9,55 KM) ;

ak) la réhabilitation de la route DASSA-SAVALOU-DJOUGOU (260,70 KM) ;

al) l'aménagement et le bitumage de la route NIKKI-KALALE-SEGBANA (147,68 KM) ;

am) la réhabilitation et le renforcement de la RNIE 2: Tronçon Béroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km) ;

an) la réhabilitation et renforcement de la RNIE 2 - Tronçon : Bohicon-Dassa-Parakou (291,10 km) ;

ao) l'aménagement et le bitumage de la RNIE 7: Tronçon Banikoara-Kérémou-Fr Burkina-Faso (53,60 Km) ;

aq) la construction des routes KETOU-IDIGNY-IGBODJA-SAVE (83,02Km), OMOU-ILADJI-MOSSOKAGBE-AYEKOTONIA (27Km) et SAVE-OKEOWO-FRONTIERE du NIGERIA (27,50Km) ;

ar) la reconstruction de la route PORTO NOVO-AKPRO-MISSERETE (12 KM) EN 2X2 VOIES ET l'aménagement et le bitumage de la route POBE-ADJA OUERE (8 KM) ;

as) l'aménagement et le bitumage des routes ZANGNANADO-BANAME-PAOUIGNAN (53,00 KM), COVE-BANAME (12,00 KM) ET KOGUEDE-ZA-KPOTA (5,20 KM) ;

at) l'aménagement et le bitumage de la route AGBANGNIZOUN – ABOMEY (12,39 KM) ;

au) l'aménagement et le bitumage de la route ABOMEY-DJIDJA (32 KM) ;

av) l'aménagement et le bitumage de la route TOFFO-LALO (38,50 KM) ;

aw) l'aménagement et le bitumage de la seconde cote de la route RNIE1 (COCOCODJI)-HEVIE-OUEDO-CALAVI KPOTA (21,20 KM) ;

ax) la reconstruction des quais 'Nord' et réhabilitation de la traverse ;

ay) l'aménagement des terre-pleins ;

az) l'aménagement du quai ORYX ;

ba) la construction d'une nouvelle tour de contrôle ;

bb) l'extension du bassin (Darse) et l'aménagement des terre-pleins y afférents ;

bc) la reconstruction du tronçon ANCIEN PONT DE COTONOU- LOTTERIE NATIONALE - HOTEL DU PORT - CARREFOUR CENSAD EREVAN (5,80KM)- aménagement de voie en béton dédiée au trafic portuaire ;

bd) l'aménagement et de bitumage de la route des pêches et de ses brettelles accès: Phase 2: Tronçon Adounko-Porte du Non retour et quatre bretelles (22,30 Km) ;

be) la construction d'une liaison autoroutière entre le carrefour SEME ET PORTO NOVO (10KM environ) avec la construction du pont sur la lagune de PORTO NOVO ;

bf) l'aménagement de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara.

11- Ministère de la Santé (MS)

Les orientations de politique du Ministère de la Santé trouvent leur source dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), fondé lui-même, entre autres, sur les Objectifs de Développement Durable, les résultats de l'évaluation à mi-parcours du PNDS (2009-2018), le rapport de la Commission National Chargée des Reformes du Secteur de la Santé et le PAG 2016-2021.

La vision du Gouvernement à travers ce plan se formule comme suit :
« Le Bénin dispose en 2025 d'un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour l'offre et la disponibilité permanentes de soins de qualité, équitables et accessibles aux populations de toutes catégories, fondées sur les valeurs de solidarité et de partage de risques pour répondre à l'ensemble des besoins de santé du peuple béninois ».

Pour faire de cette vision une réalité, des orientations stratégiques définies se présentent ainsi qu'il suit :

(OS1) : Développement du leadership et de la gouvernance dans le secteur de la santé à travers **:**

-le renforcement de la coordination interne des interventions au niveau central du Ministère de la Santé ;

-le renforcement du leadership et de la gouvernance à tous les niveaux de la pyramide sanitaire ;

-le renforcement de la collaboration intersectorielle et du partenariat dans le secteur de la santé ;

-le renforcement de la régulation, de la promotion de l'éthique et de la responsabilité médicale ;

-l'amélioration de l'intégration des aspects transversaux (genre et environnement) dans les structures et programmes du Ministère de la Santé.

(OS2): Réduction de la morbidité, de la mortalité de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et du jeune et renforcement de la prévention, la lutte contre les maladies et l'amélioration de la qualité des soins à travers :

-le renforcement de l'offre de services de qualité en faveur de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et du jeune ;

-l'intensification des services de la Planification Familiale ;

-le renforcement des services de santé à base communautaire ;

-le renforcement de l'offre de services de nutrition de qualité ;

-le renforcement de l'offre de services de santé de qualité ;

-le renforcement de la préparation aux urgences et sécurité sanitaires ;

-la promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base ;

-la réadaptation du système de santé à la lutte contre les maladies transmissibles ;

-la réadaptation du système de santé à la lutte contre les maladies non transmissibles ;

-la réadaptation du système de santé à la lutte contre les maladies Tropicales Négligées.

(OS3) : Valorisation des ressources humaines en santé à travers **:**

-le renforcement de la planification des ressources humaines en santé ;

-la rationalisation de la gestion des ressources humaines pour la santé ;

-la production et le développement des compétences des ressources humaines en santé ;

-la mise en place d'un mécanisme de motivation des ressources humaines en santé..

(OS4) : Développement des infrastructures, des équipements et des produits de santé à travers :

-le enforcement des infrastructures ;

-le renforcement des équipements ;

-le renforcement du mécanisme d'entretien et de maintenance des infrastructures sanitaires et des équipements ;

-l'amélioration de la disponibilité des produits de santé de qualité (médicaments, vaccins, produits médicaux et technologies).

(OS5): Amélioration du système d'information sanitaire et promotion de la recherche en santé à travers :

-la production de l'information sanitaire de qualité ;

-l'amélioration de l'utilisation de l'information sanitaire à tous les niveaux y compris au niveau communautaire ;

-le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles du MS dans le domaine de la recherche ;

-le renforcement du partenariat intra et intersectoriel.

(OS6) : Amélioration du mécanisme de financement pour une meilleure couverture universelle en santé à travers **:**

-la mobilisation des ressources financières en faveur de la santé ;

-l'utilisation rationnelle des ressources du secteur ;

-la mise en œuvre efficace des mécanismes de couverture universelle en santé ;

-la réorganisation des mesures de gratuité.

L'opérationnalisation de ces orientations stratégiques devraient se faire à travers des actions dont les priorités pour 2019 sont les suivantes :

a) le recrutement et la formation des médecins généralistes, des spécialistes et des paramédicaux et leur répartition équitable sur toute l'étendue du territoire national (51,135 milliards) ;

b) le renforcement du plateau technique dans les formations sanitaires à tous les niveaux de la pyramide avec acquisition de 2 IRM à Cotonou et Parakou ; de 3 scanners à Natitingou, Parakou et Lokossa (10,5 milliards) ;

c) la construction d'un laboratoire de recherche, de contrôle et d'amélioration de la présentation des produits de la pharmacopée à Cotonou (33 milliards) ;

d) la construction et équipement d'un centre hospitalier universitaire moderne (72 milliards) ;

e) la construction et l'équipement de 3 unités de dialyse à Lokossa, Natitingou et Porto-Novo (1,2 milliards) ;

f) l'autonomisation de toutes les formations sanitaires en eau et énergie (5 milliards) ;

g) la construction et l'équipement de 3 antennes de l'agence nationale de transfusion sanguine à Porto-Novo, Abomey et Parakou (3,8 milliards) ;

h) la construction et l'équipement de 2 laboratoires à Cotonou, un laboratoire de biologie et un laboratoire d'anatomie pathologie (3,7 milliards) ;

i) la construction et l'équipement de 5 hôpitaux de zone à Cotonou 1, Adjohoun, Avrankou, Bohicon et Porto-Novo (50 milliards) ;

j) l'acquisition de 35 ambulances pour les 34 zones sanitaires et une pour le SAMU (2,4 milliards) ;

k) la construction et l'équipement d'une tour administrative à Cotonou (3 milliards) ;

l) la couverture en santé universelle.

12- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)

Le triennal 2019-2021 sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre de grandes actions inscrites dans le Programme d'Actions du Gouvernement pour le compte du sous-secteur des enseignements maternel et primaire qui impacteront de façon significative le développement général du pays.

Cette transformation à la fois qualitative et quantitative du visage de notre école passera par les trois principales stratégies ci-dessous développées :

I) l'accroissement de l'accès à une éducation pour tous à travers :

a) la promotion du préscolaire et des alternatives éducatives : il s'agit de doubler le taux brut de préscolarisation en le faisant passer de **15%** à **32%** et de réduire de deux tiers le nombre d'enfants hors de l'école ;

b) le recrutement d'environ **7 392 enseignants** pour faire de **l'objectif "une classe, un maître"** une réalité et atteindre un ratio élève-maitre de **40** à l'horizon 2021 ;

c) la poursuite de la construction, de l'équipement et de la réhabilitation des infrastructures scolaires : **3600 salles de classe** seront construites et équipées et **900 salles de classe** seront réhabilitées entre 2017 et 2019 (soit la construction de 1200 salles de classe et la réhabilitation de 300 salles de classe par an).

II) la prise de mesures adéquates pour assurer l'équité et le maintien des enfants à l'école par **:**

a) la réduction des disparités géographiques et de genre ;

b) l'alimentation scolaire de **51% des élèves** des zones rurales contre **30%** en 2016 ;

c) la création des conditions pour donner une seconde chance de scolarisation aux enfants hors de l'école à travers le développement des alternatives éducatives.

III) l'amélioration de la qualité des enseignements à travers **:**

a) la formation initiale de 1800 enseignants et la formation continue de 20 000 enseignants par an ;

b) le renforcement de l'encadrement pédagogique des enseignants grâce au recrutement de 150 Conseillers pédagogiques et de 75 inspecteurs ;

c) la mise à disposition des élèves et enseignants des intrants pédagogiques nécessaires.

De façon transversale, la gouvernance du sous-secteur sera également améliorée à travers :

a) la mise en place d'un Système d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) qui permettra non seulement une gestion informatisée des ressources humaines, l'amélioration de la circulation de l'information entre les structures du ministère et avec les structures partenaires mais surtout la production d'informations statistiques fiables pour une meilleure prise de décision ;

b) le renforcement de la déconcentration et de la décentralisation afin de permettre aux collectivités territoriales et aux communautés locales de jouer leur rôle en matière d'éducation conformément aux lois sur la décentralisation en République du Bénin ;

c) l'appui aux établissements privés et leur encadrement afin qu'ils contribuent au mieux à l'éducation des filles et fils de notre pays.

Les priorités du MEMP pour l'année budgétaire 2019 se présentent comme suit :

a) la prise en charge des frais d'écolage pour environ 44 170 personnes ;

b) la construction de salles de classes ;

c) le recrutement de 430 enseignants (instituteurs) ;

d) le recrutement de 1465 enseignants (instititeurs adjoints) ;

e) le recrutement de 50 conseillers pédagogiques ;

f) le recrutement de 25 inspecteurs des EMP ;

g) le recrutement d'autres corps pour le sous-secteur ;

h) le reversement de 1000 enseignant ;

i) la réalisation de manuels scolaires (3 159 735 unités) ;

j) la réalisation de cahiers d'activité (math+français) ;

k) la réalisation de 10 000 tables et bancs.

Entre autres actions visant à atteindre le quatrième Objectif de Développement Durable (ODD4) qui vise à **« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »,** le MEMP a inscrit dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) de nouveaux projets suivants :

1) le Projet d' Extension des Cantines Scolaires dans toutes les écoles des zones rurales du Bénin (PECaSEZRu) ;

2) le projet d'Appui au Développement de la Petite Enfance pour l'amélioration des rendements scolaires (ADPE) ;

3) le projet de Promotion de la Santé Scolaire pour le maintien des apprenants dans le sous-secteur des enseignements maternel et primaire (PSS) ;

4) le Projet d'Appui à l'Education Culturelle et Sportive dans les enseignements maternel et primaire (PAECS).

En outre, le MEMP prévoit :

1) la poursuite de l'apprentissage de l'anglais et l'informatique au primaire ;

2) l'amélioration des actions renforçant la qualité des institutions par la création d'une Direction de l'Innovation et de la Qualité ;

3) la gestion décentralisée de l'école qui fera l'objet d'une attention particulière.

14- Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)

Conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin, le MESTFP a pour mission, la conception, la mise en œuvre et le suivi de la politique générale de l'Etat en matière d'enseignement secondaire, technique et de la formation professionnelle. A cet effet, son objectif global est de "contribuer au développement économique national par la formation des ressources humaines qualifiées et compétitives".

Dans l'accomplicement à bien de cette mission et au regard des défis à relever, le MESTFP a identifié quatre priorités en lien avec le PAG sous lesquelles sont logées des actions et mesures spécifiques.

Priorité 1 : restructuration du dispositif de pilotage et de suivi des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (ESTFP), pour l'amélioration de la gouvernance et du pilotage du sous-secteur. Les principales actions se présentent comme suit :

- la mise en place du Système d'Information de Gestion de l'Education (SIGE) ;
- l'amélioration de la gestion de carrières des agents ;
- la réforme sur le modèle de collège ainsi que la question de la bivalence des enseignants au 1er cycle de l'enseignement secondaire général, actuellement ;
- l'élaboration de la carte scolaire sdu sous-secteur ;
- l'opérationnalisation des mesures relatives à la nouvelle architecture du système éducatif inscrites dans la planification 2019 du nouveau plan sectoriel de l'éducation ;
- l'amélioration des conditions de traval dans l'administration pour un meilleur pilotage ;
- l'archivage numérique afin de faciliter l'accès à l'information dans le sous-secteur des ESTFP ;
- l'accroissement de la contribution nationale au financement des investissements dans le sous-secteur, condition suspensive à la poursuite des accords de financements de l'AFD.

Priorité 2 : renforcement de l'attractivité de l'EFTP et de l'employabilité des formés, en vue d'offrir à toutes les béninoises et à tous les béninois l'opportunité d'acquérir des compétences techniques et professionnelles, soit pour exercer immédiatement un métier, soit pour améliorer leur employabilité ou poursuivre leur étude au niveau supérieur. Ce qui contribuera à :

- restaurer le système d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) en un système d'Enseignement et de Formation Technique et Professionnel (EFTP) ;
- mettre en place les dispositifs pertinents de formation en adaptant les profils d'entrée et de sortie aux réalités du monde du travail et prenant en compte toutes les formes de formation (formelle, non formelle et informelle) ;
- accroître l'accès à l'EFTP en professionnalisant plus de 30% des effectifs de l'ESG avec la création d'un Centre de Formation Professionnelle par commune. Le but est de former une masse critique d'agents de maitrise et d'ouvriers qualifiés nécessaires pour le développement socio-économique du pays ;
- amélirer la qualité des formations dispensées à travers l'actualisation des curricula et le renforcement des capacités des formateurs; et enfin,
- améliorer l'efficacité externe ddu système en ciblent les formations qui sont en lien avec le marché du travail.

Il est également prévu l'élaboration de la stratégie de développement de l'EFTP à court terme. Les actions menées et qui sont à poursuivre dans ce cadre sont :

- la diversification de l'offre de formation technique ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'orientation des apprenants ;
- la rénovation du dispositif de formation professionnelle par apprentissage de type dual ;

- la réalisation de nouveaux programme et curricula pour une meilleure articulation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle avec le marché du travail et les besoins de développement;
- l'adoption d'une stratégie basée sur la démarche qualité dans la gestion de l'éducation ;
- la promotion de l'éducation inclusive et des alternatives éducatives à travers les formations pour les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) et les Certificats de Qualification au Métier (CQM) ;
- l'acquisition de matériels pédagogiques et équipements techniques des établissements et centres de formation ;
- l'implication des professionnels du monde du travail dans la formation et l'encadrement des apprenants ;
- le renforcement des compétences techniques et des aptitudes pédagogiques des enseignants et formateurs ;
- l'assainissement de l'environnement des établissements privés ;
- la professionnalisation de l'apprentissage traditionnel par deux dispositifs : la formation par apprentissage de type dual et l'apprentissage rénové ;
- la création du Cadre National de Certification afin de promouvoir la transparence dans la certification des acquis et compétences des formés ;
- l'élaboration des normes de création et d'implantation des établissements de l'EFTP ;
- la génaralisation de la certification du dispositif de l'apprentissage rénové conduisant au Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) ;
- la communication, la sensibilisation et l'orientation à la formation professionnelle.

Priorité 3 : amélioration de l'accès, de l'équité et de la qualité avec des mesures d'interventions suivantes :

- mesure de gratuité à l'enseignement secondaire général pour la promotion de la scolarisation des filles. Cette mesure d'exonération permettrait de prendre en charge conséquemment un effectif de l'ordre de 264 000 filles du 1er cycle pour le compte de l'année scolaire 2018-2019 avec une mobilisation sous ressources nationale de 3,3 milliards FCFA au moins contre 2,4 milliards FCFA en 2018. Cette mesure pourraît être étendue au second cycle de l'enseignement secondaire général où il est noté un faible taux de rétention des filles. Les filles de l'enseignement technique ne sont prise en compte qu'à hauteur de 33% et uniquement pour les filières des Sciences et Techniques Industrielles.

Les mesures prises pour améliorer la qualité et l'accès à l'enseignement secondaire sont entre autres :

- l'encadrement pédagogique de proximité des enseignants par l'opérationalisation de pools d'inspecteurs ;
- l'augmentation de la capacité d'acceuil ;
- le renforcement de l'encadrement pédagogique ;
- le développement du dispositif d'orientation des apprenants ;
- le renforcement des ressources humaines ;
- la modernisation des équipements pédagogiques ;
- le développement du système d'information et d'aide à la décision ;
- la création d'un cadre propice à un meilleur rendement ;
- le renforcement du cadre organisationnel et institutionnel du système de suivi-évaluation ;
- la formation des membres de l'administration scolaire des lycées et collèges ;
- la restructuration des séries de formation dans l'Enseignement Secondaire Général afin d'avoir l'adéquation entre les formations au secondaire et les offres de formation post secondaires et universitaires ;
- la restructuration de l'enseignement secondaire général afin de clarifier les concepts de collège et de lycée, dissocier les collèges des lycées et préciser leurs limites ;
- la décentralisation des structures d'évaluation de la qualité, de suivi du respect des normes et de discipline en vue de régler à temps les problèmes de mauvaises conduites et de conflits interpersonnels ;

- la réorganisation et l'appui au sous-secteur des établissements privés d'ESG en : (i) assainissant le sous-secteur ; (ii) renforçant le suivi des établissement privés d'ESG ; (iii) créant les bases d'une coopération formelle entre les établissements d'ESG publics et privés ; et (iv) appuyant les établissements privés d'ESG.

Au plan opérationnel, il est retenu la poursuite des actions telles que :

- l'élaboration des référentiels de compétences et de métiers des acteurs du Réseau d'Encadrement et d'Animation Pédagogique (REAP) ;
- la mise en place progressive du Système d'Informations de Gestion d'Education (SIGE) ;
- la poursuite de la construction d'infrastructures scolaires dans nos collèges et lycées ;
- la poursuite de la construction des loboratoires ;
- l'équipement des établissements en matériels didactiques et mobiliers ;
- l'inspection des enseignants suivie des remédiations notionnellles et pédagogiques ;
- l'inspection des établissements suivie des contrôles des directives pédagogiques ;
- l'octroi dans les délais des subventions pour le fonctionnement des établissements d'ETFP ;
- la formation des Inspecteurs et Conseillers pédagogiques sur la base des nouveaux référentiels ;
- l'accélération des mesures relatives à la formation des enseignants, des conseillers pédagogiques, des inspecteurs ;
- la sécurisation des attestations et diplômes afin de réduire les cas de fraudes et falsification de ces parchemins ;
- l'installation des cantines scolaires dans les établissements d'ESG des zones déshéritées ou enclavées afin d'améliorer les conditions de vie des apprenants et de résuire le niveau d'absenthéisme de ces derniers ;
- l'incitation au développement de la série C, au regard de la baisse tendancielle des effectifs dans cette série.

Priorité 4 : développement de l'alphabétisation centrée sur les couches socioprofessionnelles en vue de promouvoir une alphabétisation fonctionnelle qui sera centrée sur les activitées génératrices de revenus, sur les métiers ou d'une façon générale, assurera une fonctionnalité sociale et citoyenne permettant l'utilisation des compétences linguistiques acquises dans la vie quotidienne. Il s'agira de :

- développer l'aphabétisation fonctionnelle ;
- améliorer la capitalisation des acquis chez les alphabétisés.

Il est également prévu la poursuite d'autres actions déjà commencées, à savoir :

- la démultiplication des curricula suivant les besoins spécifiques ;
- le développement des curricula de formation apprentissage à la carte pour les métiers prioritaires ;
- la réalisation des matériels didactiques pour le niveau 2 du cycle 1 et les deux niveaux du cycle 2 ;
- la poursuite des apprentissages dans les centres ouverts en 2018 pour les niveaux 1 et 2 ;
- l'extention des apprentissages dans les communes non couvertes ;
- la mesure des compétences acquises dans les centre de formations d'alphabétisation ;
- la finalisation et la vulgarisation du document de politique linguistique ;
- la mise en œuvre du document de plan d'action 2018-2020 de la Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Education des Adultes (PNAEA) ;
- l'accélération du processus de mise en place des documents de politique pour une meilleure prise en charge des questions d'alphabétisation et de promotion des langues nationales.

13- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

En référence au Programme d'Action du Gouvernement, les actions et projets du sous secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique contribuent à la réalisation de l'Axe Stratégique 5 " Amélioration des performances de l'éducation" du pilier 2 "Engager la transformation structurelle de l'économie".
A cet effet, les actions et projets prioritaires pour 2019 sont les suivant:

a) la mise en place de la Cité Internationale de l'Innovation et du Savoir (CIIS), un projet phare du sous secteur, visant à offrir un cadre stimulant pour répondre aux besoins de compétence des marchés africains à travers l'enseignement, la formation et l'entreprenariat;

b) l'investissement dans les filières cibles techniques et professionnelles : il s'agit d'une grande réforme devant aboutir à la création des filières de formation de courte durée (BAC+2) dans les domaines spécifiques de la vie économique afin d'outiller les jeunes à mieux faire face aux besoins du marché de l'emploi dans les métiers suivants :

- les métiers de l'agriculture ;
- les métiers du tourisme ;
- les métiers du bâtiment ;
- les métiers des travaux publics ;
- les métiers du textile ;
- les métiers des arts et cultures ;
- les métiers de la vente et du commerce ;
- les métiers de la maintenance des véhicules.

Deux IUEP sont déjà créés à cet effet. Il s'agit de l'IUEP d'Agriculture à Djougou et de l'IUEP des métiers du bois à Tchaourou. Trois autres IUEP seront créés en 2019 dans les domaines du tourisme, textile et de la maintenance des véhicules.

c) la construction et l'équipement des infrastructures au profit des universités nationales du Bénin. Il s'agit entre autres de :

- la rébilitation des bâtiments de TOBACCO devant abriter la FASEG/UAC ;
- la construction du Centre Universitaire d'Adjarra ;
- la construction de l'ENEAM, de la HERCI, de l'IFRI ;
- la construction de l'Agence Béninoise de la Recherche et de l'Innovation (ABRI) et des laboratoires ;
- la construction d'un complexe de type R+3 au profit de la FSA ;
- la construction de l'ENSET Lokossa.

d) l'organisation des examens de Licence et de Master avec pour objectifs, entre autres,

- de réduire substantiellement les inégalités et injustices observées au niveau de la co-signature ;
- d'assurer l'équité de fait à tous les apprenants ;
- de légitimer davantage le travail remarquable que font certains EPES.

e) le recrutement d'enseignants et du personnel administratif, technique et de services ;

f) l'organisation du baccalauréat session de juillet 2019.

14- Ministère du Cadre de vie et de Développement Durable (MCVDD)

Fort conscient du fait que le Bénin n'a guère progressé en matière d'amélioration du cadre de vie devant lui garantir un développement durable, le Gouvernement actuel, à travers son Programme d'Actions 2016-2021 a, pour le compte du secteur du cadre de vie et du développement, énoncé la vision d' "**un développement inclusif et durable articulé autour de villes résilientes et sûres".**
Afin d'intégrer les aspects liés aux changements climatiques et aux ressources naturelles et forestières, il a été retenu comme vision pour le plan stratégique 2018-2022 de **"faire du Bénin à l'horizon 2025, un pays vert au cadre de vie assaini, attrayant et porteur de développement durable"**.

L'objectif globale de ce Plan Stratégique 2018-2022, celui d'"**Assurer la gestion durable du cadre de vie et l'émergence des pôles régionaux de développement"**, a été décliné en trois objectifs spécifiques à savoir :

1) améliorer la gouvernance du secteur, à travers :

- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du Ministère ;
- la promotion des comportements éco-citoyens.

2) assurer une meilleure gestion de l'environnement et de la biodiversité par :

- la valorisation du capital naturel ;
- le renforcement de la résilience aux changements climatiques, aux risques et autres catastrophes naturelles.

3) améliorer l'attractivité et la compétitivité des établissements humains à travers :

- la contribution à l'opérationnalisation des politiques de développement régional, d'urbanisation et de décentralisation/déconcentration ; et
- l'appui à la densification des infrastructures structurantes de soutien au développement régional et local.

Les priorités du ministère pour 2018-2019 se présentent comme suit :

a) le PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES (PPSS)

-améliorer le dispositif de suivi-évaluation des interventions du Ministère à travers l'implication effective des structures déconcentrées (DDCVDD et IF) ;

-définir et opérationnaliser une stratégie de mobilisation des ressources dans le cadre de la mise en œuvre du PAG 2016-2021, conformément aux dispositions du Plan Stratégique 2018-2022 du MCVDD ;

- élaborer le Plan de Déconcentration et de Décentralisation (P2D) du MCVDD dans le cadre de la mise en œuvre de la PONADEC;
- dynamiser le mécanisme d'assistance-conseil aux communes.

b) le PROGRAMME ENVIRONNEMENT ET CLIMAT (PEC)

- mettre en œuvre les recommandations de l'audit technique et organisationnel sur la réhabilitation de l'ABE ;
- améliorer le dispositif de suivi des conventions et accords internationaux ;
- laccélérer les procédures de mise en application des dispositions de la loi sur la promotion de l'utilisation des emballages biodégradables ;
- accélérer les procédures d'accréditation du FNEC au Fonds Vert pour le Climat ;
- réaliser les travaux de protection de la côte béninoise à l'Est de Cotonou ;

c) le PROGRAMME EAUX, FORÊTS ET CHASSE (PEFC)

- renforcer les capacités techniques et matérielles du sous-secteur forestier ;
- renforcer les capacités techniques des communes et des autres acteurs ;
- élaborer et mettre en œuvre des plans d'aménagement participatif des aires protégées ;
- promouvoir le reboisement, la reforestation et autres méthodes de lutte contre la désertification ;
- promouvoir les services écosystémiques et le suivi écologique ;

- promouvoir les énergies alternatives aux bois-énergies.

d) le PROGRAMME VILLES ET TERRITOIRES DURABLES (PVTD)

- améliorer la gouvernance urbaine
- démarrer les travaux du projet ASPHALTAGE en mars 2018 ;
- moderniser et construire des marchés dans le grand Nokoué
- démarrer les travaux du projet de modernisation de la gestion des déchets solides ménagers dans le grand Nokoué ;
- mettre en chantier des travaux dans les 26 villes bénéficiaires du Programme des Villes Durables ;

e) le PROGRAMME HABITAT (PH)

- mise en chantier des travaux de construction de 2100 logements ;
- mise en chantier des travaux de construction de la cité ministérielle à Cotonou ;
- mise en chantier des travaux de construction de la cité administrative technique à Abomey-Calavi ;
- mise en chantier des travaux de construction des douze (12) cités administratives départementales ;
- vote du code de l'habitat et de la construction avec prise des décrets d'application ;
- reprise et poursuite des travaux de construction du siège de l'Assemblée Nationale ;
- mise en chantier des travaux de construction de vingt et un (21) stades dans différentes localités du Bénin ;
- mise en chantier des travaux de construction de douze (12) complexes culturels et sportifs dans douze (12) villes du Bénin.

15- Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)

L'orientation globale de politique du Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) s'inscrit dans le cadre de l'intégration régionale et du développement de l'industrie de transformation tels que décrits dans l'**axe 3** : **"Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité"** du Programme d'Actions du Gouvernement PAG 2016-2021.

De cette orientation globale, découle trois (03) orientations spécifiques à savoir :

1) le renforcement de l'infrastructure de qualité ;

2) le renforcement de la compétitivité des entreprises locales ;

3) la promotion du commerce intérieur

Pour opérationnaliser ces orientations, les priorités retenues pour 2019 et pour les années à venir sont :

a) le développement des services ;

b) le renforcement des capacités d'intervention du Ministère ;

c) l'assainissement de l'environnement des activités industrielles et commerciales ;

d) la mise en place des Centres Techniques ;

e) la mise en place des Zones Economiques Spécialisées ;

f) la mise en place de l'infrastructure axée sur les Chaînes de Valeur;

g) le renforcement des capacités productives et commerciales ;

h) la mise à niveau des entreprises

i) la mise en place des infrastructures marchandes ;

j) l'opérationnalisation de la loi sur la concurrence.

16- Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)

Au regard du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) pour la période 2016-2021 et des documents de politique et de stratégies sectorielles, nous retenons que

Secteur de l'eau

Sur la période 2016-2021, le Gouvernement a fait le choix de porter l'eau potable aux populations sur toute l'étendue du territoire national **(Actions 4/axe 4/ pilier 2 du PAG).**

Dans ce cadre, le Gouvernement compte assurer équitablement l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la valorisation de l'eau, des terres et des ressources connexes en vue d'optimiser le bien-être économique et social sans compromettre la durabilité des écosystèmes associés.

Pour atteindre cet objectif, les priorités définies pour 2019 seront celle bonifiées de 2018. Elles portent sur :

a) l'amélioration du cadre de gestion pour une bonne gouvernance de l'eau ;

b) l'accès universel et durable à l'eau potable ;

c) l'amélioration de la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité pour les activités de production ;

d) la promotion de l'accès à l'assainissement des eaux usées en milieu urbain et périurbain.

Secteur des mines

Sur la période 2016-2021, l'orientations de la politique de l'Etatle vise à renforcer les capacités d'exploitation des ressources minières du pays. **(Actions 4/axe 4/ pilier 2 du PAG).**

Pour le compte de l'année 2019, les priorités seront à l'instar du secteur de l'eau, celles bonifiées de 2018. Elles ont trait à :

a) la révision des cadres institutionnel et juridique du sous-secteur minier ;

b) la promotion et la valorisation du potentiel minier du Bénin ;

c) l'intensification des recherches géologique et minière.

17- Ministère de l'Energie (ME)

Au regard du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) pour la période 2016-2021 et des documents de politique et de stratégies sectorielles, nous retenons que :

Sur la période 2016-2021, le Gouvernement a fait le choix de s'assurer la fourniture des services énergétiques de qualité, en quantité suffisante et aux conditions optimales de coût **(Actions 4/axe 4/ pilier 2 du PAG)**.

Dans ce cadre, le Gouvernement compte mener au cours de la période, des actions dans les zones défavorisées pour porter le taux de croissance du ratio énergie consommée/habitant de 20% en 2017 à 30% en 2020.

En outre, le Gouvernement vise la restructuration de l'opérateur national et de son réseau à travers des investissements en infrastructures et un changement de paradigme ainsi que le renforcement de la résilience du secteur de l'énergie aux impacts des changements climatiques.

Pour atteindre cet objectif, les priorités définies pour 2019 seront celle bonifiées de 2018. Elles portent sur :

a) l'accroissement des capacités de production, des moyens de transport et de distribution de l'énergie électrique ;

b) la promotion de l'électrification rurale et de la maîtrise d'énergie ;

c) le renforcement des capacités nationales de planification et de gestion du sous-secteur des combustibles domestiques et de maîtrise de la biomasse-énergie ;

d) le renforcement des capacités institutionnelles et réglementaires ;

e) la mise en place d'une politique adéquate de tarification et de financement du secteur ;

f) le développement et la gestion des partenariats pour assurer l'approvisionnement en gaz nature.

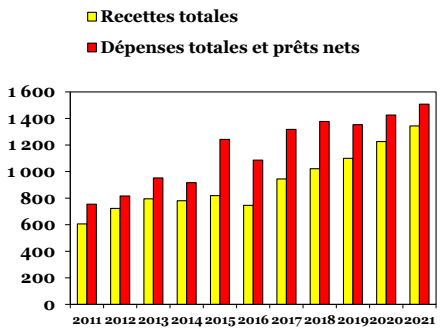
ANNEXE 2

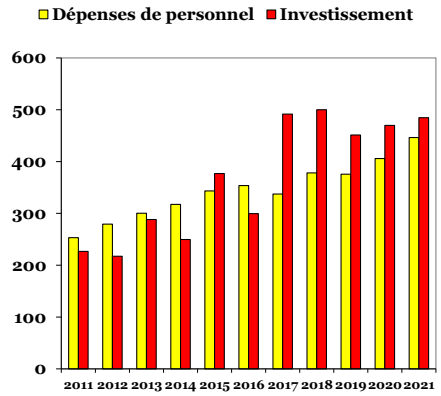
Cahier Statistique
Scénario de référence

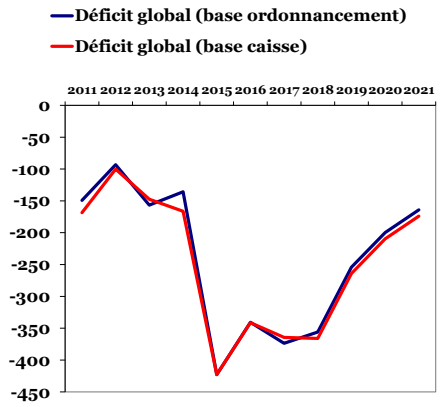
Ce cahier statistique présente, pour le scénario de référence, les données économiques et financières du Bénin sur la période 2017-2021

TOFE: RECETTES ET DEPENSES (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes totales	**605,6**	**722,5**	**795,4**	**780,8**	**819,5**	**745,7**	**944,4**	**1 021,6**	**1 099,5**	**1 226,1**	**1 343,3**
Fiscales	**534,7**	**598,1**	**668,1**	**701,2**	**713,1**	**641,1**	**712,8**	**855,2**	**920,4**	**1 037,0**	**1 142,9**
Recettes douanières	261,2	318,1	371,6	362,1	345,7	288,5	316,0	387,0	423,0	483,9	542,6
Recettes des impôts	273,5	280,1	296,5	339,1	367,4	352,6	396,8	468,2	497,4	553,1	600,3
Non fiscales	**70,9**	**124,4**	**127,3**	**79,5**	**106,4**	**104,6**	**231,6**	**166,4**	**179,1**	**189,1**	**200,5**
Dépenses totales et prêts nets	**754,7**	**815,8**	**952,0**	**916,5**	**1 242,3**	**1 086,3**	**1 318,1**	**1 377,6**	**1 353,6**	**1 425,8**	**1 507,4**
Depenses courantes	**515,7**	**592,4**	**632,7**	**683,4**	**845,3**	**781,1**	**820,2**	**877,6**	**902,9**	**955,9**	**1 022,6**
Dépenses de personnel	253,2	279,4	300,3	317,4	343,4	353,8	337,3	378,3	375,6	405,8	446,4
Pensions et bourses	48,7	55,5	61,2	67,5	75,0	78,4	95,6	93,9	99,3	105,1	111,1
Transferts courants	109,5	124,5	132,3	176,4	249,5	185,5	166,6	170,0	173,1	184,4	200,4
Autres dépenses	89,3	110,0	119,0	103,9	141,1	100,1	114,3	102,5	100,3	106,0	115,7
Intérêts	15,0	23,1	19,9	18,3	36,3	63,3	106,4	132,9	153,9	154,6	149,0
Dette intérieure	7,1	12,5	10,1	8,1	20,3	51,4	88,4	107,6	121,9	116,5	106,0
Dette extérieure	7,8	10,6	9,8	10,3	16,0	11,9	18,0	25,3	32,0	38,1	43,1
Dépenses d'équipements et prêts nets	**239,1**	**223,3**	**319,3**	**233,1**	**397,0**	**305,2**	**497,9**	**500,0**	**451,4**	**469,8**	**484,7**
Investissement	226,6	217,3	288,1	249,6	376,9	299,6	491,5	500,0	451,4	469,8	484,7
Contributions budgétaires	107,5	129,6	133,8	114,6	216,6	178,5	313,0	273,0	220,4	241,3	278,7
Financements extérieurs	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	227,0	231,0	228,5	206,0
Prêts nets (- = remboursement)	12,5	6,0	31,2	-16,5	20,2	5,5	6,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Programme social d'urgence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (définition étroite)	**-2,6**	**23,6**	**48,8**	**1,1**	**-206,1**	**-150,6**	**-82,4**	**3,9**	**130,7**	**183,5**	**191,0**
Solde primaire courant (définition large)	**-134,2**	**-70,1**	**-136,7**	**-117,5**	**-386,6**	**-277,3**	**-267,3**	**-223,1**	**-100,3**	**-45,0**	**-15,0**
Déficit global (base ordonnancement)	**-149,1**	**-93,2**	**-156,6**	**-135,8**	**-422,9**	**-340,6**	**-373,7**	**-356,0**	**-254,2**	**-199,6**	**-164,0**
Variation d'arriérés	**-11,6**	**-12,2**	**-3,8**	**-2,4**	**-10,3**	**-1,4**	**-5,3**	**-10,0**	**-10,0**	**-10,0**	**-10,0**
Arriérés extérieurs (Intérêt + principal)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs	-11,6	-12,2	-3,8	-2,4	-10,3	-1,4	-5,3	-10,0	-10,0	-10,0	-10,0
Paiement pendant la période complémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en rapprochements	**-7,8**	**5,3**	**13,0**	**-28,1**	**10,3**	**0,8**	**14,7**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Déficit global (base caisse)	**-168,6**	**-100,2**	**-147,4**	**-166,3**	**-422,8**	**-341,3**	**-364,4**	**-366,0**	**-264,2**	**-209,6**	**-174,0**

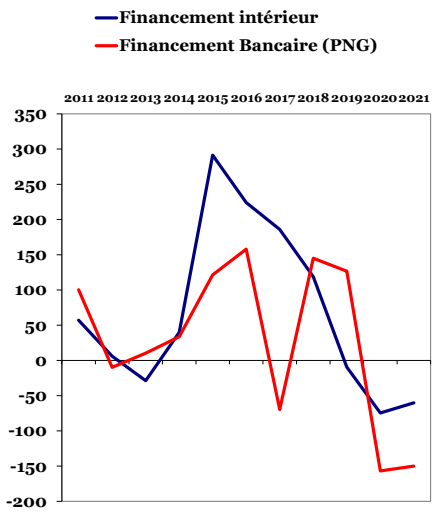


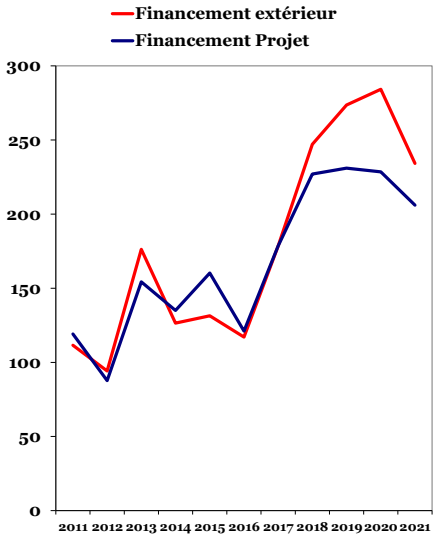




TOFE : FINANCEMENT (MRDS FCFA)

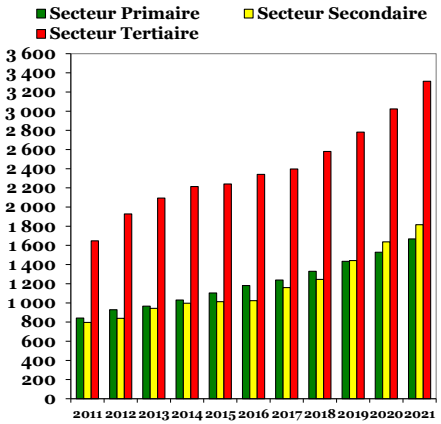
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Financement	**168,6**	**100,2**	**147,4**	**166,3**	**422,8**	**341,3**	**364,4**	**366,0**	**264,2**	**209,6**	**174,0**
Intérieur	**57,1**	**6,0**	**-28,8**	**39,8**	**291,4**	**224,2**	**185,9**	**118,9**	**-9,4**	**-74,6**	**-60,2**
Financement Bancaire (PNG)	**100,4**	**-9,9**	**10,4**	**33,6**	**121,4**	**158,0**	**-69,6**	**145,1**	**126,7**	**-156,8**	**-150,0**
Utilisation nette des ressources du FMI	18,2	16,1	7,6	6,8	-3,6	-5,1	277,8	14,2	11,9	1,6	-8,9
Déboursement	18,3	16,4	8,0	7,9	0,0	0,0	25,8	26,7	24,4	12,2	0,0
Remboursement	-0,1	-0,3	-0,4	-1,1	-3,6	-5,1	252,0	-12,5	-12,5	-10,6	-8,9
Autres financements bancaires	82,2	-26,0	2,8	26,9	125,1	163,1	-347,4	130,9	114,8	-158,4	-141,1
Financement Non bancaire et vente d'actif	**-43,3**	**15,9**	**-39,2**	**6,1**	**170,0**	**66,2**	**255,5**	**-26,3**	**-136,1**	**82,3**	**89,9**
Financement non bancaire	-12,8	27,1	-23,4	14,8	177,4	73,3	262,5	-19,3	-134,1	82,3	89,9
Vente d'actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réhabilitation du système bancaire	-30,5	-11,2	-15,8	-8,7	-7,4	-7,1	-7,0	-7,0	-2,0	0,0	0,0
Extérieur	**111,5**	**94,2**	**176,2**	**126,5**	**131,4**	**117,1**	**178,5**	**247,1**	**273,6**	**284,2**	**234,2**
Financement projet	119,1	87,7	154,3	135,1	160,3	121,1	178,5	227,0	231,0	228,5	206,0
Dons/projets	76,8	43,4	28,1	35,9	28,8	26,1	43,3	67,0	67,5	71,0	60,0
Prêts/projets	42,3	44,3	126,2	99,2	131,4	95,0	135,3	160,0	163,5	157,5	146,0
Amortissement du	-17,9	-25,0	-28,2	-26,6	-28,9	-24,3	-51,8	-35,3	-38,2	-34,2	-39,8
Placement de titres auprès de banques régionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement programme	10,3	31,5	50,1	18,0	0,0	20,2	51,7	55,4	80,8	89,9	68,0
Dons programme	10,3	31,5	12,8	8,2	0,0	8,6	14,0	15,8	13,7	45,9	3,5
Prêt programme	0,0	0,0	37,3	9,8	0,0	11,6	37,8	39,6	67,1	44,0	64,5
Variation d'arriérés en principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement (- = excès)	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Allègement attendu de la dette extérieure	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Aide bilatérale et multilétérale	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Besoin de financement résiduel	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**

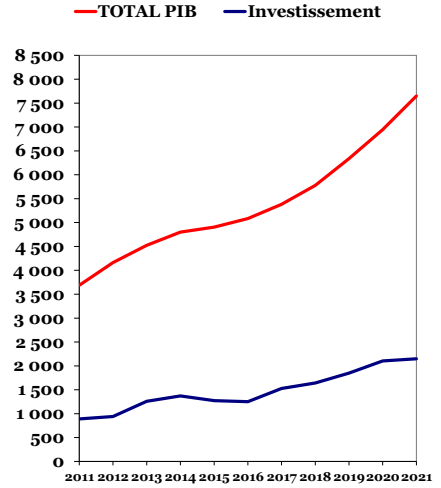




P I B NOMINAL (MRDS FCFA)

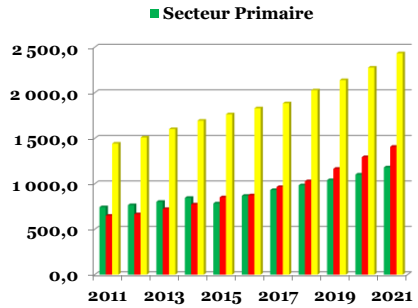
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur Primaire	**842,3**	**928,3**	**965,6**	**1 030,2**	**1 103,0**	**1 181,5**	**1 238,9**	**1 328,8**	**1 433,2**	**1 528,8**	**1 666,8**
Agriculture	566,8	629,3	661,7	681,2	748,0	815,8	862,1	936,0	1 019,5	1 100,2	1 217,6
Elevage, chasse	152,1	160,4	165,7	197,5	195,1	199,4	206,4	215,7	227,8	235,7	248,9
Pêche syviculture et exploitation forestière	123,4	138,6	138,3	151,5	159,9	166,4	170,4	177,1	185,9	192,9	200,4
Secteur Secondaire	**796,4**	**839,1**	**942,9**	**996,7**	**1 012,3**	**1 023,5**	**1 159,4**	**1 245,7**	**1 442,1**	**1 636,8**	**1 815,2**
Activités Extractives	20,3	23,8	20,9	39,0	30,1	29,1	33,6	35,5	42,0	47,2	52,3
Industrie Agro-Alimentaire	312,4	334,9	365,9	365,9	328,9	332,8	360,7	383,0	409,0	441,6	477,3
Autres Ind manufacturières	178,4	177,6	218,7	266,5	268,9	270,9	301,3	321,4	354,1	389,6	428,4
Electricité et eau	25,4	47,5	44,2	49,1	42,4	43,6	45,2	47,1	52,1	59,5	65,8
BTP	259,9	255,3	293,2	276,2	342,0	347,1	418,6	458,7	584,8	699,0	791,4
Secteur Tertiaire	**1 647,0**	**1 928,1**	**2 094,0**	**2 213,9**	**2 240,8**	**2 340,3**	**2 397,3**	**2 580,0**	**2 781,8**	**3 022,9**	**3 312,2**
Commerce, restaurant et hôtels	481,9	529,0	613,4	633,3	591,6	599,5	646,9	698,2	745,0	809,3	878,4
Transports, postes et télécoms	317,6	472,4	532,5	552,2	542,7	552,0	510,0	564,1	636,9	688,6	746,8
Banques et autres institutions financière	77,4	79,9	60,0	100,3	111,1	125,8	140,8	154,2	175,9	196,9	219,1
Administration publique et sécurité sociale	304,4	349,3	371,4	386,0	438,5	471,1	477,6	502,0	508,4	545,0	599,5
Education	181,9	190,7	206,1	214,6	243,7	259,3	263,1	277,1	280,6	304,4	333,9
Santé et action sociale	34,8	38,1	40,8	48,7	53,7	56,9	58,1	61,1	60,6	65,7	72,1
Autres services	300,5	323,2	325,1	343,8	331,3	354,7	387,8	421,1	483,8	535,3	599,3
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-51,5	-54,5	-55,3	-65,0	-71,8	-79,0	-87,1	-97,8	-109,4	-122,3	-136,8
PIB aux coûts des facteurs	**3 285,7**	**3 695,5**	**4 002,5**	**4 240,8**	**4 356,1**	**4 545,3**	**4 795,6**	**5 154,5**	**5 657,2**	**6 188,6**	**6 794,1**
Impôts et taxes nettes des subventions	**401,5**	**466,7**	**521,3**	**558,7**	**547,7**	**538,7**	**586,8**	**623,8**	**681,1**	**754,8**	**855,9**
TOTAL PIB	**3 687,2**	**4 162,2**	**4 523,8**	**4 799,5**	**4 903,8**	**5 084,0**	**5 382,5**	**5 778,3**	**6 338,2**	**6 943,4**	**7 650,0**

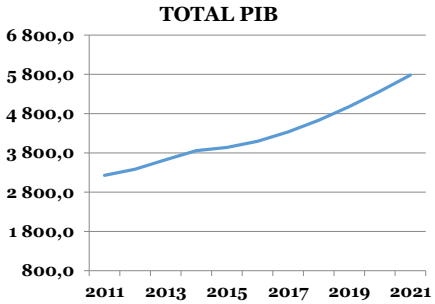




P I B CONSTANT (MRDS FCFA)

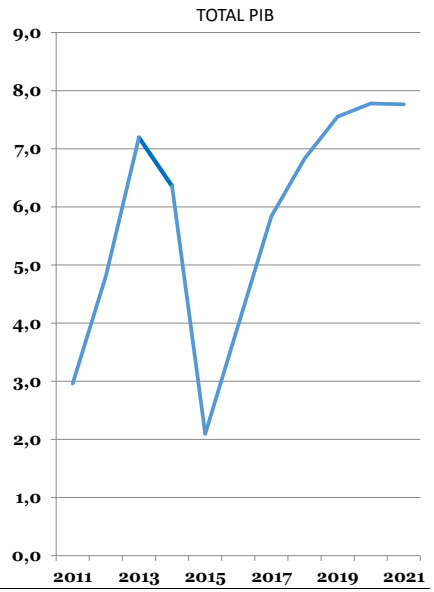
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur Primaire	**742,3**	**765,1**	**801,8**	**845,0**	**783,9**	**868,0**	**931,5**	**983,5**	**1 040,1**	**1 101,5**	**1 180,9**
Agriculture	524,2	542,0	573,6	615,8	550,0	631,4	687,9	732,2	780,7	834,1	905,0
Elevage	108,0	110,2	111,5	110,5	110,9	111,2	115,1	119,1	123,3	127,6	132,0
Pêche	110,1	112,9	116,7	118,7	123,0	125,5	128,5	132,3	136,1	139,8	143,8
Secteur Secondaire	**648,6**	**664,7**	**722,6**	**773,1**	**851,2**	**873,1**	**964,4**	**1 028,7**	**1 165,2**	**1 293,4**	**1 407,2**
Activités Extractives	11,9	11,1	9,0	-9,0	14,3	13,4	15,0	15,9	18,3	20,3	22,1
Industrie Agro-Alimentaire	235,1	228,6	233,6	254,7	254,9	271,5	287,1	301,8	319,1	337,8	359,7
Autres Ind manufacturières	167,5	174,7	197,5	222,3	261,0	268,3	291,4	310,9	334,8	360,1	388,2
Electricité et eau	22,2	44,0	41,8	46,6	40,2	40,5	41,2	42,4	45,8	51,3	55,7
BTP	211,9	206,3	240,7	258,5	280,8	279,4	329,7	357,7	447,1	523,9	581,5
Secteur Tertiaire	**1 442,0**	**1 509,4**	**1 601,3**	**1 693,1**	**1 763,4**	**1 829,6**	**1 884,6**	**2 026,1**	**2 138,4**	**2 275,4**	**2 433,4**
Commerce, restaurant et hôtels	417,2	416,4	459,5	472,8	473,0	489,1	527,3	563,5	601,3	640,4	681,3
Transports, postes et télécoms	275,2	304,2	338,2	338,8	352,5	362,2	352,2	389,6	418,9	444,0	469,8
Banques et autres institutions financière	90,7	120,0	121,3	178,8	195,8	213,2	232,8	255,0	279,9	307,1	335,1
Administration publique et sécurité sociale	249,8	245,2	256,1	269,2	304,3	315,9	314,0	330,0	326,0	342,6	365,9
Education	164,1	174,9	187,9	199,0	221,3	229,7	228,6	240,7	238,3	250,9	267,2
Santé et action sociale	27,4	30,7	32,7	38,6	43,6	45,3	45,0	47,3	45,9	48,3	51,5
Autres services	275,3	288,1	286,9	297,7	284,8	296,2	317,8	345,1	387,1	416,3	453,8
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-57,7	-70,1	-81,2	-101,8	-111,9	-121,9	-133,1	-145,0	-159,1	-174,3	-191,2
PIB aux coûts des facteurs	**2 832,9**	**2 939,2**	**3 125,7**	**3 311,2**	**3 398,5**	**3 570,8**	**3 780,5**	**4 038,3**	**4 343,6**	**4 670,3**	**5 021,5**
Impôts et taxes nettes des subventions	**395,6**	**444,6**	**501,5**	**546,5**	**540,1**	**523,9**	**553,2**	**591,4**	**635,8**	**696,4**	**761,9**
TOTAL PIB	**3 228,5**	**3 383,8**	**3 627,2**	**3 857,8**	**3 938,6**	**4 094,7**	**4 333,7**	**4 629,7**	**4 979,4**	**5 366,7**	**5 783,3**





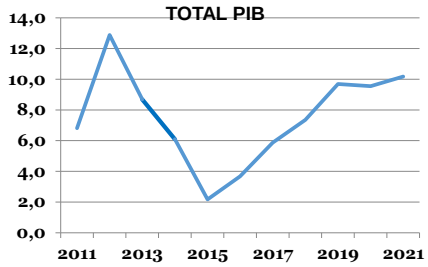
TAUX DE CROISSANCE SECTORIEL (%)

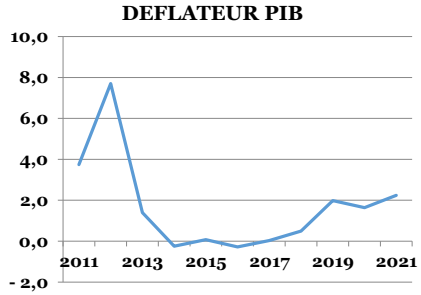
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur Primaire	**2,0**	**3,1**	**4,8**	**5,4**	**-7,2**	**10,7**	**7,3**	**5,6**	**5,7**	**5,9**	**7,2**
Agriculture	1,6	3,4	5,8	7,4	-10,7	14,8	8,9	6,4	6,6	6,8	8,5
Elevage	3,3	2,0	1,2	-0,9	0,3	0,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Pêche	2,9	2,5	3,4	1,7	3,6	2,0	2,4	2,9	2,9	2,7	2,8
Secteur Secondaire	**-1,8**	**2,5**	**8,7**	**7,0**	**10,1**	**2,6**	**10,5**	**6,7**	**13,3**	**11,0**	**8,8**
Activités Extractives	0,8	-6,7	-18,9	-200,0	-258,9	-6,1	12,0	5,7	15,0	11,2	8,5
Industrie Agro-Alimentaire	9,8	-2,8	2,2	9,0	0,1	6,5	5,8	5,1	5,8	5,8	6,5
Autres Ind manufacturières	-14,8	4,3	13,1	12,6	17,4	2,8	8,6	6,7	7,7	7,5	7,8
Electricité et eau	29,1	98,2	-5,0	11,5	-13,7	0,8	1,6	3,0	8,0	12,0	8,5
BTP	-3,9	-2,6	16,7	7,4	8,6	-0,5	18,0	8,5	25,0	17,2	11,0
Secteur Tertiaire	**7,2**	**4,7**	**6,1**	**5,7**	**4,1**	**3,8**	**3,0**	**7,5**	**5,5**	**6,4**	**6,9**
Commerce, restaurant et hôtels	19,7	-0,2	10,3	2,9	0,0	3,4	7,8	6,9	6,7	6,5	6,4
Transports, postes et télécoms	3,0	10,5	11,2	0,2	4,0	2,7	-2,7	10,6	7,5	6,0	5,8
Banques et autres institutions financière	-10,0	32,3	1,1	47,4	9,5	8,9	9,2	9,5	9,8	9,7	9,1
Administration publique et sécurité sociale	2,5	-1,8	4,4	5,1	13,0	3,8	-0,6	5,1	-1,2	5,1	6,8
Education	5,4	6,6	7,4	5,9	11,2	3,8	-0,5	5,3	-1,0	5,3	6,5
Santé et action sociale	4,2	12,0	6,5	18,0	13,0	3,8	-0,6	5,2	-3,0	5,2	6,6
Autres services	7,6	4,6	-0,4	3,8	-4,3	4,0	7,3	8,6	12,2	7,5	9,0
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	8,3	21,5	15,9	25,3	10,0	8,9	9,2	9,0	9,7	9,5	9,7
Impôts et taxes nettes des subventions	**-1,8**	**12,4**	**12,8**	**9,0**	**-1,2**	**-3,0**	**5,6**	**6,9**	**7,5**	**9,5**	**9,4**
TOTAL PIB	**3,0**	**4,8**	**7,2**	**6,4**	**2,1**	**4,0**	**5,8**	**6,8**	**7,6**	**7,8**	**7,8**



TAUX DE CROISSANCE SECTORIEL VALEUR (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur Primaire	**7,3**	**10,2**	**4,0**	**6,7**	**7,1**	**7,1**	**4,9**	**7,3**	**7,9**	**6,7**	**9,0**
Agriculture	4,1	11,0	5,1	3,0	9,8	9,1	5,7	8,6	8,9	7,9	10,7
Elevage	18,3	5,5	3,3	19,2	-1,2	2,2	3,5	4,5	5,6	3,5	5,6
Pêche	10,5	12,3	-0,3	9,6	5,5	4,0	2,4	3,9	5,0	3,8	3,9
Secteur Secondaire	**4,2**	**5,4**	**12,4**	**5,7**	**1,6**	**1,1**	**13,3**	**7,4**	**15,8**	**13,5**	**10,9**
Activités Extractives	-15,8	17,2	-12,2	86,6	-22,8	-3,3	15,4	5,7	18,5	12,4	10,7
Industrie Agro-Alimentaire	14,7	7,2	9,3	0,0	-10,1	1,2	8,4	6,2	6,8	8,0	8,1
Autres Ind manufacturières	-12,9	-0,4	23,1	21,9	0,9	0,7	11,2	6,7	10,2	10,0	10,0
Electricité et eau	27,0	87,0	-6,9	11,1	-13,6	2,8	3,8	4,1	10,6	14,2	10,7
BTP	7,0	-1,8	14,8	-5,8	23,8	1,5	20,6	9,6	27,5	19,5	13,2
Secteur Tertiaire	**10,6**	**17,1**	**8,6**	**5,7**	**1,2**	**4,4**	**2,4**	**7,6**	**7,8**	**8,7**	**9,6**
Commerce, restaurant et hôtels	26,2	9,8	16,0	3,2	-6,6	1,3	7,9	7,9	6,7	8,6	8,5
Transports, postes et télécoms	7,6	48,7	12,7	3,7	-1,7	1,7	-7,6	10,6	12,9	8,1	8,4
Banques et autres institutions financière	-21,5	3,2	-24,9	67,2	10,8	13,3	11,9	9,5	14,1	11,9	11,3
Administration publique et sécurité sociale	5,4	14,8	6,3	3,9	13,6	7,4	1,4	5,1	1,3	7,2	10,0
Education	7,9	4,8	8,1	4,1	13,6	6,4	1,5	5,3	1,3	8,5	9,7
Santé et action sociale	4,8	9,5	7,1	19,4	10,3	5,9	2,1	5,2	-0,8	8,4	9,8
Autres services	9,0	7,6	0,6	5,8	-3,6	7,1	9,3	8,6	14,9	10,7	11,9
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-2,5	5,8	1,5	17,5	10,5	10,0	10,3	12,3	11,9	11,7	11,9
Impôts et taxes nettes des subventions	**-2,9**	**16,2**	**11,7**	**7,2**	**-2,0**	**-1,7**	**8,9**	**6,3**	**9,2**	**10,8**	**13,4**
TOTAL PIB	**6,8**	**12,9**	**8,7**	**6,1**	**2,2**	**3,7**	**5,9**	**7,4**	**9,7**	**9,5**	**10,2**



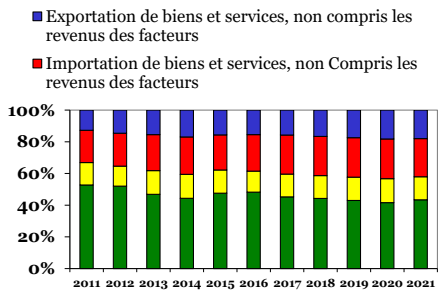


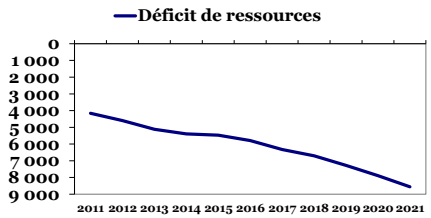
DEFLATEUR DU PIB

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DEFLATEUR PIB	**3,7**	**7,7**	**1,4**	**-0,2**	**0,1**	**-0,3**	**0,0**	**0,5**	**2,0**	**1,6**	**2,2**

EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS (MRDS FCFA)

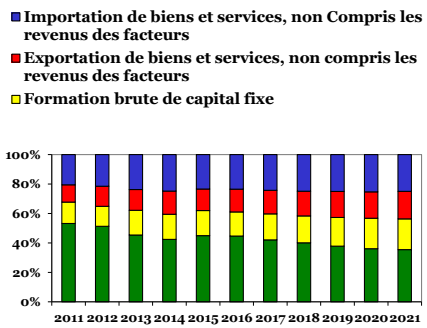
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommation	**3 269,9**	**3 659,7**	**3 860,6**	**4 022,0**	**4 197,8**	**4 540,7**	**4 798,9**	**5 056,5**	**5 427,7**	**5 789,6**	**6 408,8**
Secteur privé	2 665,6	2 966,1	3 113,6	3 287,0	3 363,4	3 813,9	4 096,3	4 316,7	4 689,9	4 998,3	5 542,2
Administration centrale	604,3	693,6	747,0	735,0	834,4	726,8	702,7	739,8	737,8	791,3	866,7
Formation brute de capital fixe	**877,4**	**886,8**	**1 230,3**	**1 372,3**	**1 292,7**	**1 250,0**	**1 527,5**	**1 643,6**	**1 849,1**	**2 102,4**	**2 148,7**
Variation des stocks	**12,5**	**51,9**	**28,0**	**-0,9**	**-19,1**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Investissement	**889,9**	**938,7**	**1 258,3**	**1 371,4**	**1 273,6**	**1 250,0**	**1 527,5**	**1 643,6**	**1 849,1**	**2 102,4**	**2 148,7**
Demande intérieure	**4 159,8**	**4 598,4**	**5 118,9**	**5 393,4**	**5 471,4**	**5 790,8**	**6 326,5**	**6 700,1**	**7 276,8**	**7 892,0**	**8 557,5**
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	**-472,4**	**-436,3**	**-595,0**	**-594,0**	**-567,7**	**-706,8**	**-944,0**	**-921,8**	**-938,6**	**-948,7**	**-907,5**
Exportation de biens et services, non compris les revenus des facteurs	**788,4**	**1 023,6**	**1 273,6**	**1 539,5**	**1 383,9**	**1 459,4**	**1 666,3**	**1 897,5**	**2 200,6**	**2 541,3**	**2 656,0**
Exportation de biens	601,2	803,8	1 050,3	1 333,9	1 222,8	1 293,2	1 415,1	1 611,5	1 868,9	2 158,3	2 255,7
Exportation de services	187,2	219,8	223,3	205,6	161,1	166,2	251,1	286,0	331,7	383,0	400,3
Importation de biens et services, non Compris les revenus des facteurs	**1 260,8**	**1 459,9**	**1 868,6**	**2 133,5**	**1 951,6**	**2 166,2**	**2 610,3**	**2 819,3**	**3 139,2**	**3 490,0**	**3 563,6**
Importation de biens	1 152,8	1 323,5	1 673,9	1 920,1	1 773,2	1 986,3	2 429,7	2 624,2	2 922,0	3 248,5	3 317,0
Importation de services	108,0	136,4	194,7	213,4	178,4	179,9	180,6	195,1	217,2	241,5	246,6
PIB aux prix du marché	**3 687,4**	**4 162,1**	**4 523,9**	**4 799,4**	**4 903,8**	**5 084,0**	**5 382,5**	**5 778,3**	**6 338,2**	**6 943,4**	**7 650,0**





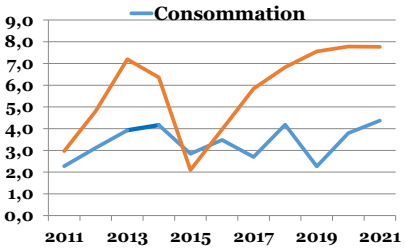
EMPLOIS CONSTANTS PRIX 2007 (MRDS FCFA)

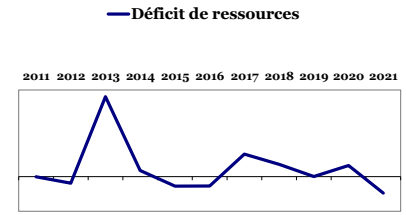
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommation	**2 905,8**	**2 996,4**	**3 114,0**	**3 243,6**	**3 335,8**	**3 451,8**	**3 544,8**	**3 693,1**	**3 776,6**	**3 919,9**	**4 091,2**
Secteur privé	2 372,2	2 432,7	2 509,3	2 645,5	2 663,6	2 758,9	2 861,3	2 973,4	3 088,5	3 220,3	3 368,3
Administration centrale	533,6	563,7	604,7	598,1	672,2	692,9	683,6	719,7	688,1	699,6	722,9
Formation brute de capital fixe	**790,5**	**793,6**	**1 154,4**	**1 310,8**	**1 260,7**	**1 259,4**	**1 485,5**	**1 682,5**	**1 949,4**	**2 241,1**	**2 410,9**
Variation des stocks	**6,2**	**49,7**	**25,0**	**-6,9**	**-6,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Investissement	**796,7**	**843,3**	**1 179,4**	**1 303,9**	**1 254,7**	**1 259,4**	**1 485,5**	**1 682,5**	**1 949,4**	**2 241,1**	**2 410,9**
Demande intérieure	**3 702,5**	**3 839,7**	**4 293,4**	**4 547,5**	**4 590,5**	**4 711,2**	**5 030,3**	**5 375,6**	**5 726,0**	**6 161,0**	**6 502,1**
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	**-473,9**	**-455,9**	**-666,2**	**-689,8**	**-651,9**	**-616,5**	**-696,6**	**-745,9**	**-746,6**	**-794,3**	**-718,8**
Exportation de biens et services, non compris les revenus des facteurs	**644,7**	**800,0**	**965,9**	**1 205,5**	**1 084,3**	**1 197,2**	**1 346,0**	**1 545,6**	**1 758,3**	**1 951,5**	**2 163,9**
Exportation de biens	478,3	614,6	774,8	1 018,0	927,9	1 043,9	1 114,5	1 282,0	1 436,5	1 579,9	1 775,5
Exportation de services	166,4	185,4	191,1	187,5	156,4	153,2	231,5	263,6	321,8	371,6	388,4
Importation de biens et services, non Compris les revenus des facteurs	**1 118,6**	**1 255,9**	**1 632,1**	**1 895,3**	**1 736,2**	**1 813,7**	**2 042,6**	**2 291,5**	**2 504,9**	**2 745,8**	**2 882,7**
Importation de biens	1 021,7	1 142,2	1 472,3	1 722,1	1 592,6	1 668,9	1 897,2	2 134,5	2 330,0	2 502,8	2 634,6
Importation de services	96,9	113,7	159,8	173,2	143,6	144,8	145,4	157,0	174,8	243,0	248,1
PIB aux prix du marché	**3 228,6**	**3 383,8**	**3 627,2**	**3 857,7**	**3 938,6**	**4 094,7**	**4 333,7**	**4 629,7**	**4 979,4**	**5 366,7**	**5 783,3**



TAUX DE CROISSANCE EMPLOIS CONSTANTS (%)

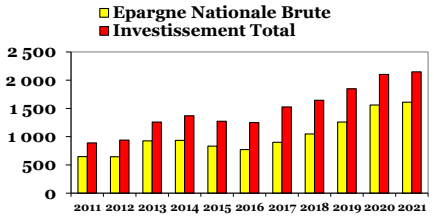
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommation	**2,3**	**3,1**	**3,9**	**4,2**	**2,8**	**3,5**	**2,7**	**4,2**	**2,3**	**3,8**	**4,4**
Secteur privé	2,3	2,6	3,1	5,4	0,7	3,6	3,7	3,9	3,9	4,3	4,6
Administration centrale	1,9	5,6	7,3	-1,1	12,4	3,1	-1,3	5,3	-4,4	1,7	3,3
Formation brute de capital fixe	**2,6**	**0,4**	**45,5**	**13,5**	**-3,8**	**-0,1**	**18,0**	**13,3**	**15,9**	**15,0**	**7,6**
Variation des stocks	**-464,7**	**701,6**	**-49,7**	**-127,6**	**-13,0**	**-100,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Investissement	**3,7**	**5,8**	**39,9**	**10,6**	**-3,8**	**0,4**	**18,0**	**13,3**	**15,9**	**15,0**	**7,6**
Demande intérieure	**2,6**	**3,7**	**11,8**	**5,9**	**0,9**	**2,6**	**6,8**	**6,9**	**6,5**	**7,6**	**5,5**
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	**-0,1**	**-3,8**	**46,1**	**3,5**	**-5,5**	**-5,4**	**13,0**	**7,1**	**0,1**	**6,4**	**-9,5**
Exportation de biens et services, non compris les revenus des facteurs	**-9,7**	**24,1**	**20,7**	**24,8**	**-10,1**	**10,4**	**12,4**	**14,8**	**13,8**	**11,0**	**10,9**
Exportation de biens	-14,9	28,5	26,1	31,4	-8,9	12,5	6,8	15,0	12,1	10,0	12,4
Exportation de services	9,8	11,4	3,1	-1,9	-16,6	-2,0	51,1	13,9	22,1	15,5	4,5
Importation de biens et services, non Compris les revenus des facteurs	**-5,8**	**12,3**	**30,0**	**16,1**	**-8,4**	**4,5**	**12,6**	**12,2**	**9,3**	**9,6**	**5,0**
Importation de biens	-4,9	11,8	28,9	17,0	-7,5	4,8	13,7	12,5	9,2	7,4	5,3
Importation de services	-15,1	17,3	40,5	8,4	-17,1	0,8	0,4	8,0	11,3	39,0	2,1
PIB aux prix du marché	**3,0**	**4,8**	**7,2**	**6,4**	**2,1**	**4,0**	**5,8**	**6,8**	**7,6**	**7,8**	**7,8**





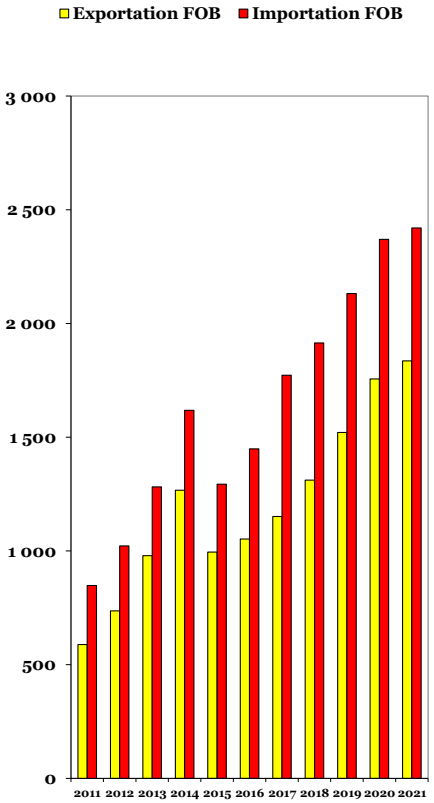
EPARGNE-INVESTISSEMENT (MRDS FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne Intérieure Brute	**586,7**	**575,9**	**834,2**	**819,0**	**787,2**	**668,7**	**827,6**	**973,9**	**1 180,7**	**1 442,9**	**1 529,2**
Publique	153,6	208,7	243,8	183,1	85,4	106,3	326,2	370,8	450,4	530,0	580,9
Privée	433,1	367,2	590,4	635,9	701,8	562,4	501,4	603,1	730,3	912,9	948,3
Epargne Nationale Brute	**646,2**	**644,2**	**925,7**	**933,8**	**833,2**	**770,5**	**901,0**	**1 049,2**	**1 259,7**	**1 560,3**	**1 611,4**
Investissement Total	**889,9**	**938,7**	**1 258,3**	**1 371,4**	**1 273,6**	**1 250,0**	**1 527,5**	**1 643,6**	**1 849,1**	**2 102,4**	**2 148,7**



BALANCE DES PAIEMENTS (MRDS FCFA)

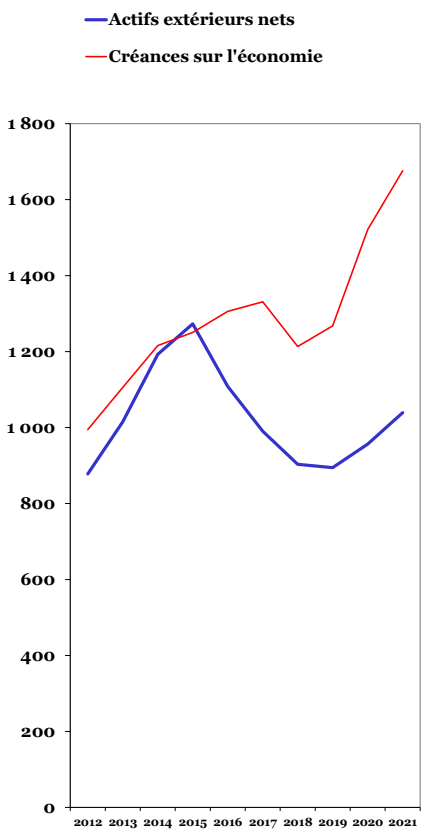
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Balance commerciale	**-303,2**	**-362,8**	**-424,1**	**-552,4**	**-486,4**	**-581,3**	**-700,0**	**-669,8**	**-668,4**	**-659,5**	**-619,5**
Balance des Biens	**-259,3**	**-285,6**	**-302,3**	**-351,3**	**-298,5**	**-396,8**	**-621,0**	**-603,1**	**-610,8**	**-613,6**	**-584,2**
Exportation FOB	588,5	736,5	979,1	1 267,3	995,1	1 052,3	1 151,6	1 311,4	1 520,9	1 756,3	1 835,6
Importation FOB	847,9	1 022,1	1 281,4	1 618,5	1 293,6	1 449,1	1 772,5	1 914,5	2 131,7	2 369,9	2 419,8
Balance des service	**-43,8**	**-77,2**	**-121,8**	**-201,1**	**-187,8**	**-184,6**	**-79,0**	**-66,7**	**-57,5**	**-45,9**	**-35,3**
Crédit	194,0	221,5	254,1	236,6	203,4	209,9	317,1	361,1	418,8	483,6	505,5
Débit	-237,8	-298,7	-376,0	-437,7	-391,3	-394,5	-396,1	-427,8	-476,3	-529,6	-540,7
Revenus primaire	**-7,3**	**-34,1**	**-34,1**	**-30,2**	**-38,8**	**-22,4**	**-38,6**	**-45,7**	**-50,1**	**-54,9**	**-60,5**
Revenus secondaires	**66,8**	**102,3**	**125,6**	**145,1**	**84,7**	**124,2**	**112,0**	**121,0**	**129,1**	**172,4**	**142,8**
Transfert public	15,1	31,8	39,0	44,0	18,2	45,8	14,0	15,8	13,7	45,9	3,5
Transfet privés	51,8	70,5	86,6	101,1	66,5	78,4	98,0	105,2	115,4	126,4	139,3
Paiements courants	**-243,7**	**-294,6**	**-332,6**	**-437,6**	**-440,4**	**-479,5**	**-626,6**	**-594,5**	**-589,4**	**-542,1**	**-537,3**
hors dons	**-258,8**	**-326,4**	**-371,6**	**-481,6**	**-458,7**	**-525,3**	-640,6	-610,3	-603,1	-588,0	-540,7
Compte de capital	**125,2**	**85,0**	**91,8**	**125,2**	**74,2**	**81,6**	**111,5**	**130,2**	**133,1**	**134,7**	**130,1**
Transfert en capital	**87,7**	**53,8**	**57,3**	**63,9**	**28,8**	**35,1**	52,6	67,0	67,5	71,0	60,0
Administration publique	**87,7**	**53,8**	**57,3**	**63,9**	**28,8**	**35,1**	52,6	67,0	67,5	71,0	60,0
Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital	87,7	53,8	57,3	63,9	28,8	35,1	52,6	67,0	67,5	71,0	60,0
Sociétés financières, sociétés non financières,	**37,5**	**31,2**	**34,6**	**62,0**	**45,5**	**46,6**	58,9	63,2	65,6	63,7	70,1
Acquisition/cessions d'actifs non financiers non	**0,0**	**0,0**	**-0,1**	**-0,7**	**-0,2**	**-0,1**	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	**97,6**	**269,7**	**331,7**	**480,1**	**447,5**	**227,7**	**351,9**	**365,2**	**433,1**	**451,0**	**467,1**
Investissement direct	**47,9**	**123,2**	**149,0**	**191,8**	**69,2**	**67,8**	94,1	101,0	110,8	121,4	119,4
Investissements de portefeuille	**27,9**	**35,2**	**19,5**	**23,9**	**117,5**	**50,8**	101,4	64,5	70,7	71,8	79,1
Autres investissements	**21,8**	**111,4**	**163,2**	**264,4**	**260,8**	**109,1**	156,4	199,7	251,6	257,8	268,6
Erreurs et ommissions nettes	**8,9**	**9,5**	**8,2**	**7,3**	**2,3**	**2,4**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Solde Global	**-11,9**	**69,6**	**99,1**	**175,1**	**83,5**	**-168,0**	**-163,2**	**-99,0**	**-23,1**	**43,6**	**60,0**



Scénario de référence

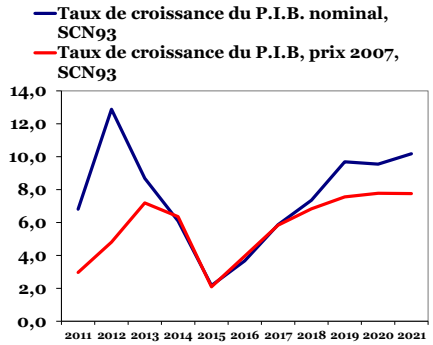
SITUATION MONETAIRE (MRDS FCFA)

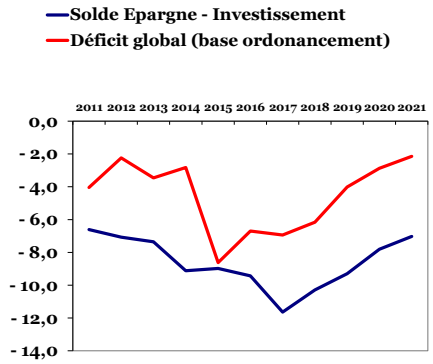
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Monnaie au sens large et ses composantes											
Circulation fiduciaire	**376,8**	**405,0**	**504,0**	**630,0**	**605,9**	**526,4**	**527,0**	**565,8**	**573,0**	**586,1**	**599,8**
Dépôts transférables	**476,6**	**464,0**	**566,1**	**622,6**	**677,4**	**705,8**	**738,3**	**752,3**	**776,1**	**879,9**	**977,1**
BCEAO	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Banques	468,0	458,8	557,1	613,8	666,5	694,7	727,4	740,5	763,2	865,8	961,5
CCP et CNE	8,3	4,9	8,6	8,5	10,5	10,5	10,5	11,3	12,4	13,5	14,9
Masse monétaire (M1)	**853,4**	**869,0**	**1070,1**	**1252,6**	**1283,3**	**1232,2**	**1265,3**	**1318,0**	**1349,2**	**1466,0**	**1576,9**
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	**463,8**	**546,4**	**590,6**	**712,9**	**802,8**	**857,6**	**846,3**	**803,3**	**818,6**	**687,8**	**594,0**
BCEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
AID	463,8	546,4	590,6	712,9	802,6	857,4	846,1	803,1	818,3	687,5	593,7
Masse monétaire (M2)	**1317,2**	**1415,4**	**1660,8**	**1965,5**	**2086,1**	**2089,8**	**2111,6**	**2121,4**	**2167,7**	**2153,7**	**2170,9**
Contreparties de la masse monétaire											
Actifs extérieurs nets	**794,3**	**877,8**	**1014,9**	**1193,0**	**1273,0**	**1108,5**	**990,3**	**903,3**	**894,4**	**956,6**	**1039,0**
BCEAO	345,2	240,4	213,1	258,8	303,3	40,1	203,6	58,7	122,4	110,9	107,3
Banques	449,1	637,4	801,8	934,2	969,7	1068,4	786,7	844,6	772,0	845,7	931,8
Créances intérieures	**789,7**	**826,4**	**940,6**	**1087,5**	**1119,5**	**1336,3**	**1520,3**	**1547,9**	**1728,7**	**1825,5**	**1830,3**
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-120,6	-168,2	-164,8	-128,2	-131,2	30,5	189,3	334,4	461,1	304,2	154,2
Créances sur l'économie	910,4	994,7	1105,4	1215,7	1250,6	1305,8	1331,0	1213,4	1267,6	1521,3	1676,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	**218,3**	**220,2**	**235,6**	**260,5**	**302,6**	**280,1**	**350,4**	**347,3**	**380,9**	**400,3**	**441,0**
Autres éléments nets	**48,5**	**68,6**	**59,2**	**54,4**	**3,7**	**74,9**	**48,5**	**-17,5**	**74,4**	**228,1**	**257,4**
Total des contreparties de M2	**1317,2**	**1415,4**	**1660,8**	**1965,5**	**2086,1**	**2089,8**	**2111,6**	**2121,4**	**2167,7**	**2153,7**	**2170,9**

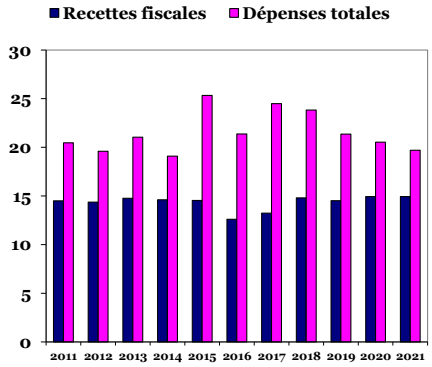


INDICATEURS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Variations en %											
Taux de croissance du P.I.B. nominal, SCN93	6,8	12,9	8,7	6,1	2,2	3,7	5,9	7,4	9,7	9,5	10,2
Taux de croissance du P.I.B, prix 2007, SCN93	3,0	4,8	7,2	6,4	2,1	4,0	5,8	6,8	7,6	7,8	7,8
Recettes budgétaires totales	0,4	19,3	10,1	-1,8	5,0	-9,0	26,6	8,2	7,6	11,5	9,6
Dépenses totales	7,5	8,1	16,7	-3,7	35,5	-12,6	21,3	4,5	-1,7	5,3	5,7
Exportations de biens	-7,3	25,1	32,9	29,4	-21,5	5,8	9,4	13,9	16,0	15,5	4,5
Importation de biens	-3,6	20,6	25,4	26,3	-20,1	12,0	22,3	8,0	11,3	11,2	2,1
Ratios en % du P.I.B											
Epargne - Investissement											
Taux d'investissement	**24,1**	**22,6**	**27,8**	**28,6**	**26,0**	**24,6**	**28,4**	**28,4**	**29,2**	**30,3**	**28,1**
Epargne Intérieure Brute	**15,9**	**13,8**	**18,4**	**17,1**	**16,1**	**13,2**	**15,4**	**16,9**	**18,6**	**20,8**	**20,0**
Epargne Nationale	**17,5**	**15,5**	**20,5**	**19,5**	**17,0**	**15,2**	**16,7**	**18,2**	**19,9**	**22,5**	**21,1**
Solde Epargne - Investissement	**-6,6**	**-7,1**	**-7,4**	**-9,1**	**-9,0**	**-9,4**	**-11,6**	**-10,3**	**-9,3**	**-7,8**	**-7,0**
TOFE											
Recettes totales	**16,4**	**17,4**	**17,6**	**16,3**	**16,7**	**14,7**	**17,5**	**17,7**	**17,3**	**17,7**	**17,6**
Recettes fiscales	14,5	14,4	14,8	14,6	14,5	12,6	13,2	14,8	14,5	14,9	14,9
Recettes non fiscales	1,9	3,0	2,8	1,7	2,2	2,1	4,3	2,9	2,8	2,7	2,6
Dépenses totales	**20,5**	**19,6**	**21,0**	**19,1**	**25,3**	**21,4**	**24,5**	**23,8**	**21,4**	**20,5**	**19,7**
Masse salariale	6,9	6,7	6,6	6,6	7,0	7,0	6,3	6,5	5,9	5,8	5,8
Investissement public	6,1	5,2	6,4	5,2	7,7	5,9	9,1	8,7	7,1	6,8	6,3
Contribution budgetaire à l'investissement	2,9	3,1	3,0	2,4	4,4	3,5	5,8	4,7	3,5	3,5	3,6
Solde primaire (définition étroite)	**-0,1**	**0,6**	**1,1**	**0,0**	**-4,2**	**-3,0**	**-1,5**	**0,1**	**2,1**	**2,6**	**2,5**
Solde primaire (définition large)	**-3,6**	**-1,7**	**-3,0**	**-2,4**	**-7,9**	**-5,5**	**-5,0**	**-3,9**	**-1,6**	**-0,6**	**-0,2**
Déficit global (base ordonancement)	**-4,0**	**-2,2**	**-3,5**	**-2,8**	**-8,6**	**-6,7**	**-6,9**	**-6,2**	**-4,0**	**-2,9**	**-2,1**
SECTEUR EXTERIEUR											
Exportations	21,2	23,0	27,3	31,3	24,4	24,8	27,3	28,9	30,6	32,3	30,6
Importations	29,4	31,7	36,6	42,8	34,4	36,3	40,3	40,5	41,1	41,8	38,7
Balance commerciale	-8,2	-8,7	-9,4	-11,5	-9,9	-11,4	-13,0	-11,6	-10,5	-9,5	-8,1
Taux d'ouverture	19,5	21,1	25,0	30,1	23,3	24,6	27,2	27,9	28,8	29,7	27,8
Balance courante (- = déficit)	-6,6	-7,1	-7,4	-9,1	-9,0	-9,4	-11,6	-10,3	-9,3	-7,8	-7,0
Balance globale	-0,3	1,7	2,2	3,6	1,7	-3,3	-3,0	-1,7	-0,4	0,6	0,8
pour mémoire											
Exportations Biens et Services	782,5	958,0	1 233,3	1 503,9	1 198,5	1 262,2	1 468,7	1 672,5	1 939,6	2 239,9	2 341,1
Importations Biens et Services	1 085,7	1 320,8	1 657,3	2 056,3	1 684,9	1 843,6	2 168,6	2 342,3	2 608,0	2 899,5	2 960,6
PIB en milliards de fcfa	3 687,2	4 162,2	4 523,8	4 799,5	4 903,8	5 084,0	5 382,5	5 778,3	6 338,2	6 943,4	7 650,0
Population (en milliers)	9 322,0	9 659,3	10 008,7	10 361,1	10 725,8	11 103,3	11 494,1	11 898,7	12 317,6	12 751,2	13 200,0

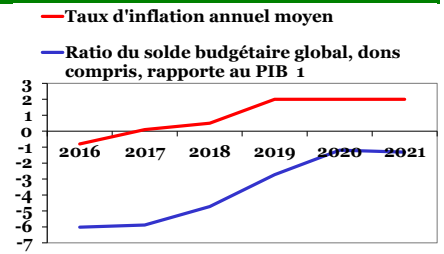


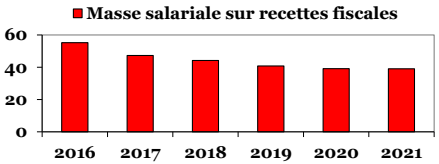




Scénario de référence

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CRITÈRES DE PREMIER RANG											
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporte au PIB [1]	-1,7	-0,4	-2,6	-1,9	-8,0	-6,0	-5,9	-4,7	-2,7	-1,2	-1,3
Taux d'inflation annuel moyen	0,4	6,7	1,0	-1,1	0,3	-0,8	0,1	0,5	2,0	2,0	2,0
Ratio de l'encours de la dette intérieure et dette extérieure rapporté au PIB	30,7	26,7	25,3	30,5	42,4	49,5	54,3	56,7	54,1	49,8	45,2
CRITÈRES DE SECOND RANG											
Masse salariale sur recettes fiscales	47,4	46,7	44,9	45,3	48,2	55,2	47,3	44,2	40,8	39,1	39,1
Taux de pression fiscale [2]	14,5	14,4	14,8	14,6	14,5	12,6	13,2	14,8	14,5	14,9	14,9





[1] Recettes totales (y compris dons) - Dépenses totales et prets nets (en % du PIB)

[2] Recettes fiscales sur PIB nominal

ANNEXE 3

Liste des sociétés et offices d'Etat

Cette annexe présente la liste des sociétés et offices d'Etat par ministère de tutelle.

	INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
I	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PR)**	Office	Agence Nationale de Promotion des Patrimoines et du Développement du Tourisme	1
		Office	Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX)	2
		Office	Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	3
		Office	Commission Nationale de l'Information et des Libertés (CNIL)	4
		Office	Autorité de Régulation de l'Energie	5
		Office	Institut National pour la Promotion de la Femme (INPF)	6
		Office	Agence de Développement de Sèmè City (ADSC)	7
		Office	Agence de Construction des Infrastructures du Secteur de l'Education (ACISE)	8
		Office	Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG)	9
		Office	Direction des Archives Nationales (DAN)	10
II	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION (MAEC)**	Office	Agence Nationale des Migrations et de la Diaspora (ANMD)	11
		Office	Institut des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques	12
		Office	Commission Nationale Permanente de la Francophonie (CNPF)	13
III	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP)**	Office	Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA)	14
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de la Vallée du Niger	15
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Alibori Sud, du Borgou Nord, de Kouandé, de Kérou et de Pehunco	16
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Atacora Ouest	17
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Borgou Sud, de la Donga et des Collines	18
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Zou et du Couffo	19
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole du Plateau	20
		Office	Agence Territoriale de Développement Agricole de l'Ouémé, de l'Atlantique et du Mono	21
		Office	Fonds National de Développement Agricole (FNDA)	22
		Office	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB)	23
		Office	Laboratoire Central de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments (LCSSA)	24
IV	**MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MCVDD)**	Entreprise à caractère économique	Office National du Bois (ONAB)	25
		Office	Délégation à l'Aménagement du Territoire (DAT)	26
		Office	Agence pour la Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey (ARCHA)	27
		Office	Agence du Cadre de Vie pour le Développement du Territoire (ACVDT)	28
		Office	Agence Foncière de l'Habitat (AFH)	29
		Office	Agence Béninoise pour l'Environnement et le Climat (ABEC)	30
		Office	Agence de Réhabilitation de la Ville de Porto-Novo	31
		Office	Agence pour le Développement Intégré de la zone Economique du Lac Ahémé et ses Chenaux (ADELAC)	32
		Office	Commission Nationale du Développement Durable (CNDD)	33
		Office	Centre National pour la Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF)	34
		Office	Centre National de Télédétection et de Suivi Ecologique	35
		Office	Centre d'Etude, de Recherche et de Formation Forestière (CERF)	36
		Office	Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC)	37
		Office	Fonds National de Développement Forestier (FNDF)	38
		Office	Institut Géographique National (IGN)	39

	INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
V	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (MIC)**	Office	Agence Nationane de la Propriété Industrielle (ANAPI)	40
		Office	Fonds d'Investissement pour le Développement Industriel (FIDI)	41
		Office	Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau (BRMN)	42
		Entreprise à caractère économique	Société Nationale de Commercialisation des Produits Pétroliers S.A. (SONACOP S.A.)	43
		Office	Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM)	44
VI	**MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)**	Office	Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME)	45
		Office	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE)	46
		Office	Centre de Perfectionnement du Personnel des Entreprises (CPPE)	47
		Office	Centre de Perfectionnement et d'Assistance en Gestion (CEPAG)	48
		Office	Fonds National de Développement de la Formation Professionnelle continue et de l'Apprentissage (FODEFCA)	49
		Office	Fonds National de Promotion des Entreprises et de l'Emploi des Jeunes (FNPEEJ)	50
		Office	Union des Chambres Interdépartementales de Métiers du Bénin (UCIMB)	51
VII	**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)**	Entreprise à caractère économique	Société de Gestion des Marchés Autonomes (SOGEMA)	52
		Office	Centre de Formation pour l'Administration Locale (CeFAL)	53
		Office	Observatoire pour la Gouvernance Locale et Décentralisée (OGoLD)	54
VIII	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**	Entreprise à caractère économique	Loterie Nationale du Bénin (LNB)	55
		Office	Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD)	56
		Office	Fonds de Dédommagement Foncier (FDF)	57
		Office	Agence Nationale des Domaines Fonciers (ANDF)	58

	INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
IX	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION (MENC)**	Office	Agence Béninoise des Services Universels des Communications Electroniques et de la Poste (ABSU-CEP)	59
		Office	Agence Bénin Presse (ABP)	60
		Office	Agence des Services et Systèmes d'Information (ASSI)	61
		Office	Fonds d'Appui à la Production Audiovisuelle (FAPA)	62
		Office	Office National d'Imprimerie et de Presse (ONIP)	63
		Office	Agence du Numérique (ADN)	64
		Office	Office de Radiodiffusion et de Télévision du Bénin (ORTB)	65
X	**MINISTERE DE L'ENERGIE (ME)**	Entreprise à caractère économique	Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE)	66
		Office	Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise d'Energie Electrique (ABERME)	67
		Office	Agence de Contrôle des Installations Electriques Intérieures (CONTROLEC)	68
XI	**MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES (MEM)**	Entreprise à caractère économique	Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB)	69
		Office	Agence Nationale pour l'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR)	70
		Office	Office Béninois de Recherches Géologiques et Minières (OBRGM)	71
XII	**MINISTERE DE l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)**	Office	Agence Béninoise de Valorisation de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABVRIT)	72
		Office	Centre Béninois de Recherches Scientifiques et Techniques (CBRST)	73
		Office	Centre Régional pour le Développement et la Santé (CREDESA)	74
		Office	Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de l'Université d'Abomey-Calavi (COUS-UAC)	75
		Office	Centre des Œuvres Universitaires et Sociales de l'Université de Parakou (COUS-UP)	76
		Office	Centre de Formation et de Recherche en Matière de Population	77
		Office	Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (FNRSIT)	78
		Office	Institut Régional de Santé Publique (IRSP-CAQ)	79
		Office	Office du Baccalauréat (OB)	80
		Office	Université Nationale d'Agriculture de Porto-Novo (UNA)	81
		Office	Université des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques d'Abomey (USTIM)	82
		Office	Université d'Abomey-Calavi (UAC)	83
		Office	Université de Parakou (UP)	84
	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MESTFP)	Office	Ecole de Formation des Personnels d'Encadrement de l'Education Nationale (EFPEEN)	85
		Office	Fonds d'Aide à l'Alphabétisation et à l'Education en Langues Nationales (FAAELN)	86
		Office	Institut National d'Ingénierie de Formatrion et de Renforcement des Capacités des Formateurs (INIFRCF)	87

	INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
XIII	**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE (MEMP)**	Office	Centre National de Production de Manuels Scolaires (CNPMS)	88
		Office	Commission Béninoise pour l'UNESCO	89
		Office	Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (INFRE)	90
XIV	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS (MIT)**	Entreprise à caractère économique	Centre National d'Essais et de Recherches des Travaux Publics (CNERTP)	91
		Entreprise à caractère économique	Compagnie Béninoise de Navigation Maritime (COBENAM)	92
		Entreprise à caractère économique	Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB)	93
		Entreprise à caractère économique	Port Autonome de Cotonou (PAC)	94
		Office	Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC)	95
		Office	Agence des Grands Travaux Urbains	96
		Office	Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT)	97
		Entreprise à caractère économique	Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP)	98
		Office	Centre National de Sécurité Routière (CNSR)	99
		Office	Fonds Routier	100
XV	**MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT (MPD)**	Office	Autorité de Développement du Périmètre de Glo-Djigbé (ADPG)	101
		Office	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED)	102
		Office	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE)	103
		Office	Centre d'Analyse des Politiques de Développement (CAPoD)	104
		Office	Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial (OGP-PAM)	105
XVI	**MINISTERE DE LA SANTE (MS)**	Office	Agence Nationale pour la Vaccination et les Soins de Santé Primaire (ANVSSP)	106
		Office	Agence Nationale pour la Transfusion Sanguine (ANTS)	107
		Office	Agence Nationale de l'Assurance Maladie (ANAM)	108
		Office	Centre d'Achat des Médicaments Essentiels et consommables médicaux (CAME)	109
		Office	Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de la Césarienne (ANGC)	110
		Office	Centre de Prise en Charge médicale Intégrée du Nourrisson et de la Femme Enceinte atteints de Drépanocytose (CPMI-NFED)	111
		Office	Centre Hospitalier Départemental de l'Atacora et de la Donga (CHD ATACORA/DONGA)	112
		Office	Centre Hospitalier Universitaire Départemental du Borgou et de l'Alibori (CHUD BORGOU /ALIBORI)	113
		Office	Centre Hospitalier Universitaire Départemental de l'Ouémé et du Plateau (CHUD OUEME/PLATEAU)	114
		Office	Centre Hospitalier Départemental du Zou et des Collines (CHD ZOU/COLLINES)	115
		Office	Centre Hospitalier Départemental du Mono et du Couffo (CHD MONO/COUFFO)	116
		Office	Centre National Hospitalier et Universitaire KHM (CNHU-HKM)	117
		Office	Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et de l'Enfant, Lagune de Cotonou (CHU-MEL)	118
		Office	Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments et Consommables Médicaux (LNCQ)	119

	INSTITUTION	TYPE DE STRUCTURE	DENOMINATION DE LA STRUCTURE	ORDRE
XVII	**MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS (MTCS)**	Office	Bureau Béninois du Droit d'Auteur (BUBEDRA)	120
		Office	Fonds National de Développement et de Promotion Touristique (FNDPT)	121
		Office	Fonds des Arts et de la Culture (FAC)	122
		Office	Centre de Promotion de l'Artisanat (CPA)	123
		Office	Ensemble Artistique National (EAN)	124
		Office	Fonds de Développement de l'Artisanat (FDA)	125
		Office	Centre Multimédia ADO Jeune Bénin	126
		Office	Office de Gestion des Stades du Bénin (OGSB)	127
		Office	Office Béninois des Sports Scolaire et Universitaire (OBSSU)	128
		Office	Office Béninois des Services de Volontariat des Jeunes (OBSVJ)	129
		Office	Fonds National pour le Développement des Activités de Jeunesse, de Sport et de Loisirs (FNDAJSL)	130
		Office	Hall des Arts, Loisirs et des Sports (HALS)	131
		Office	Festival International de Théâtre du Bénin (FITHEB)	132
		Office	Agence Nationale des Manifestations Officielles et des Evènements Culturels et Sportifs	133
XVIII	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (MTFP)**	Office	Institut de Formation Sociale, Economique et Civique (INFOSEC)	134
		Office	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	135
		Office	Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale (CMPS)	136
XIX	**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICRO FINANCE (MASMF)**	Office	Fonds d'Aide à la Solidarité Nationale (FASN)	137
		Office	Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF)	138
		Office	Fonds National de la Microfinance (FNM)	139
		Office	Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (OFFE)	140
XX	**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MISP)**	Office	Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC)	141
		Office	Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF)	142
		Office	Office Central de Répression des Trafics Illicites des Drogues (OCERTID)	143
XXI	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (MJL)**	Office	Centre de Documentation et d'Information Judiciaire (CDIJ)	144
		Office	Centre de Promotion des Associations et Organisations Non Gouvernementales (CPA-ONG)	145
		Office	Centre de Promotion de la Société Civile (CPSC)	146
		Office	Agence Pénitentiaire du Bénin (APB)	147
XXII	**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)**	Office	Hôpital d'Instruction des Armées de Cotonou (HIA-Cotonou)	148
		Office	Hôpital d'Instruction des Armées de Parakou (HIA-Parakou)	149

ANNEXE 4

Description de l'Agenda Spatial du Bénin

Cette annexe présente à travers la carte du Bénin, les différents pôles du pays ainsi que leurs principales vocations

Agenda Spatial du Bénin

Le Pôle Sud entrainé par la métropole de Cotonou

Principales vocations du pôle

- Service et commerce international ;
- Agriculture et industrie de transformation ;
- Tourisme.

Ville motrice : Métropole de Cotonou à vocation interna-tionale (Conurbation Cotonou-Abomey-Calavi, Sèmè-Kpodji).

Principales villes du pôle et vocations

- Allada : Vocation de centre administratif, Chef-lieu ;
- Ouidah : Vocation touristique.

Le Pôle Sud-est animé par la métropole capitale de Porto-Novo

Principales vocations du pôle

- Commerce transfrontalier ;
- Agriculture, industries de transformation et minière ;
- Tourisme.

Ville motrice : Métropole de Porto-Novo

Principales villes du pôle et vocations

- Pobè : Vocation de centre administratif, Chef-lieu;
- Kétou : Vocation touristique (tourisme historique) et commerce transfrontalier ;
- Sakètè : centre universitaire ;
- Adjohoun : Vocation de marche agricole.

Le Pôle Sud-ouest polarisé par la ville de Lokossa

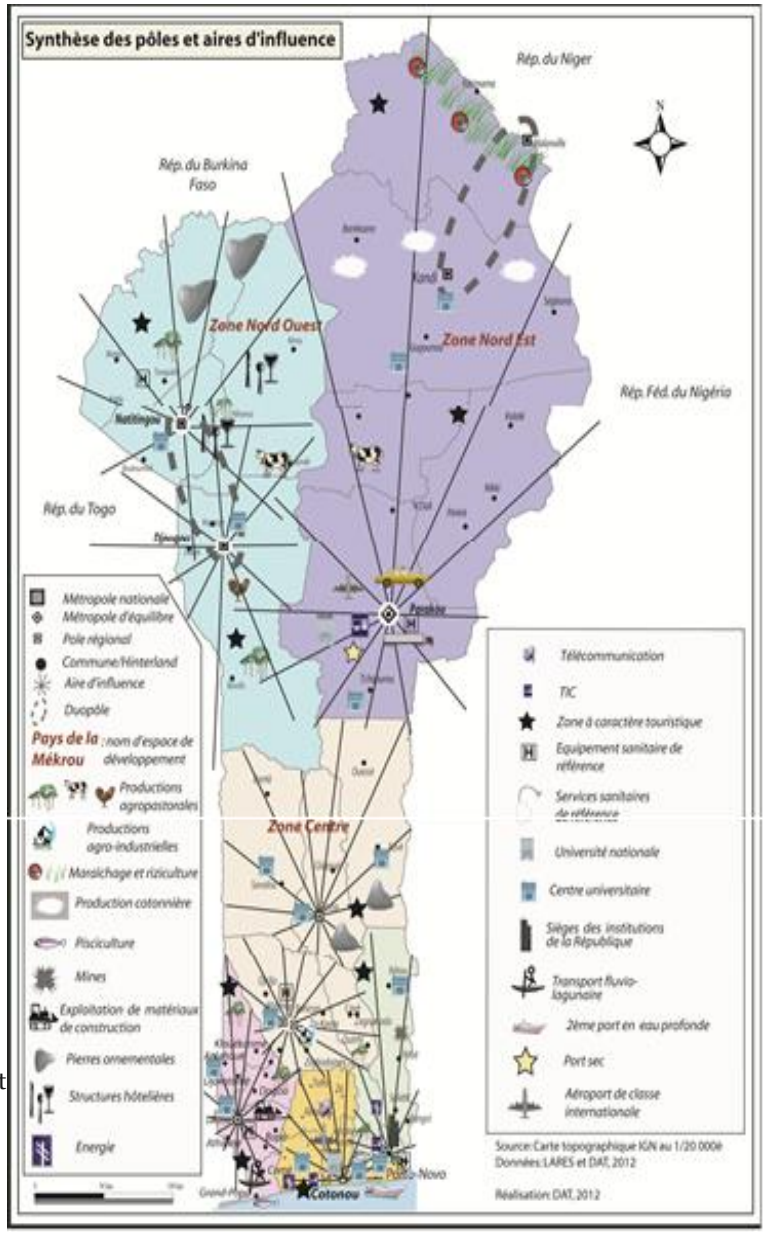
Principales vocations du pôle

- Agriculture ; •Tourisme.
- Industrie de transformation et industrie minière ;

Ville motrice : Lokossa.

Principales villes du pôle et vocations

- Bi-pole Aplahoué-Azové : Vocation de centre administratif et commercial ;
- Grand-Popo : Vocation touristique (tourisme balnéaire) ;
- Comé : Ville-relais (produits agricoles et divers) et ville-carrefour.



Le Pôle centre organisé autour du duopole Abomey-Bohicon

Principales vocations du pôle

- Tourisme ; • Agriculture ;
- Industrie de transformation et industrie minière ; Commerce régional ;

Ville motrice : Bi-pole Abomey-Bohicon.

Principales villes du pôle et vocations

- Dassa : Vocation de centre administratif, Chef-lieu ;
- Save : Vocation commerciale et industrielle ;
- Savalou : vocation industrielle ;
- Glazoué : Vocation commerciale (commerce agricole).

Le Pôle Nord-est, organisé autour de Parakou et du

Principales vocations du pôle

- Services ; Commerce.
- Agriculture, industrie de transformation ;

Ville motrice : Métropole de Parakou à vocation nationale.

Principales villes du pôle et vocations

- Kandi : Vocation de centre administratif, Chef lieu ;
- Malanville : Vocation commerce transfrontalier ;
- Nikki : Vocation touristique (tourisme historique et culturel).

Le Pôle Nord-ouest animé par le duopole Djougou-Natitingou

Principales vocations du pôle

- Agriculture ;
- Tourisme ; Commerce

Ville motrice : Bi-pôle Natitingou-Djougou.

Principales villes du pôle et vocations

Tanguiéta : Ecotourisme et tourisme sanitaire